



L'ACADEMIE
NOTRE EUROPE
INSTITUT JACQUES DELORS

BILAN 2017-2018

INTRODUCTION D'ENRICO LETTA

Président de l'Institut Jacques Delors, Fondateur de l'Académie Notre Europe



INTRODUCTION D'IMOLA STREHO

Directrice de l'Académie Notre Europe



Nous entrons dans la troisième phase du projet d'intégration européenne, et naviugons, une fois n'est pas coutume, en eaux troubles. Durant les deux premières phases – l'après-guerre et l'après-effondrement de l'Union soviétique – le chemin à suivre était clair et le vent favorable aux voiles de ce projet qui se développait dans un monde euro-centré, à la fois sur le plan économique et géopolitique. La crise financière de 2008 a mis fin au mythe d'une croissance économique infinie, remettant anthropologiquement en question le dogme d'ouverture sur lequel la mondialisation et l'intégration européenne avaient prospéré jusqu'alors. Ces épreuves économiques ont mis en lumière d'importantes fractures entre les gagnants et les perdants de la mondialisation au sein des sociétés européennes, à l'heure où les vagues migratoires apportaient un défi extérieur à leur Union. C'est ce mix explosif qui a amené le continent à faire face à des défis qu'il n'était pas préparé à relever, comme ceux des politiques identitaires, dont l'aspect économique n'explique pas tout, loin de là. Au cours de cette troisième phase, le défi que doit relever le projet européen est avant tout culturel. C'est peut-être la plus grande leçon à tirer du Brexit .

Et c'est précisément pour y répondre que nous avons créé l'Académie Notre Europe . Les événements qui ont ébranlé l'Europe au cours des dernières années ont libéré des énergies puissantes, de nombreux citoyens voulant comprendre, s'engager, agir. L'Académie veut à la fois répondre à leur besoin d'information, mais aussi les pousser à challenger le *status quo*, les encourager à proposer de nouvelles idées, et leur proposer des rencontres, échanges, voire même des confrontations, toujours respectueuses des valeurs démocratiques, afin de susciter les interrogations, et propositions d'alternatives à la polarisation croissante de la société au sujet du projet européen la création d'espaces nationaux et transnationaux où différentes visions de l'Europe peuvent coexister, se nourrir, se transcender et mener jusqu'à la phase suivante ce projet au cœur duquel les citoyens seront plus que jamais moteurs. C'est ce qu'ils sont déjà à l'Académie Notre Europe, et leur passion, enthousiasme, et espoirs ne laissent aucun doute sur l'avenir exaltant que peut avoir la construction européenne.

L'Institut Jacques Delors a initié la création de l'Académie Notre Europe lors de l'été 2017. L'Académie a ouvert ses portes en novembre 2017 et propose depuis un parcours de formation modulable en fonction du public. Le parcours se construit avec des modules d'études, d'échanges avec des experts, des acteurs et faiseurs d'Europe ainsi que des modules de réflexion et d'action sur le projet européen, sa genèse, son histoire, sa géographie et son actualité mais aussi des focus sur des thématiques plus théoriques et transversales sur la démocratie, la place de la société civile, de l'opinion publique ou les liens entre citoyens et institutions de l'UE.

L'Académie a ainsi un triple objectif : l'apprentissage de connaissances théoriques et pratiques sur l'Union européenne (1), la sensibilisation à des thématiques transversales structurant le projet européen et la société européenne (2) et enfin l'expérimentation du civisme européen (3). L'Académie se veut un lieu ouvert où tous les points de vue peuvent se partager et être sources d'échanges. En effet, le postulat de base est que le parcours est source d'apprentissage, d'interrogations mais aussi de transformations et par la même permet, avant tout, de « sensibiliser » à la citoyenneté européenne. L'Académie se veut ainsi un parcours d'ouverture et de culture du civisme européen.

Tout au long de l'année 2017-2018, les premiers membres de l'Académie ont fait des rencontres et mené des échanges vifs et stimulants avec des grands témoins, des acteurs et des experts de la construction européenne à Paris mais aussi à Bruxelles, Strasbourg, Berlin et Rome. Le parcours civique a été nourri, tout au long de l'année écoulée, par la rencontre des membres de l'Académie de leurs récits, de visites culturelles partagées ensemble mais surtout d'échanges constants dans différents cadres sur la diversité et la richesse du projet européen. Chaque participant a ainsi pu découvrir et vivre certains aspects du projet européen.

La nouvelle année 2018-2019 permettra d'accueillir de nouveaux membres au sein de l'Académie mais aussi de garder le lien avec les membres de la promotion sortante pour continuer à enrichir les échanges alors que les consultations citoyennes sont en cours et les élections au Parlement européen sont à venir.

OBJECTIFS ET AMBITIONS DE L'ACADEMIE NOTRE EUROPE

1. Public cible

PRÉSENTATION

La promotion pilote de l'Académie Notre Europe s'achève le 22 juin 2018. Tout au long de l'année 2017-2018, **cette Académie populaire et gratuite** a proposé **un parcours de citoyenneté européenne** à ses membres : échanges avec des grands témoins, praticiens et experts de la construction européenne telle qu'elle se fait, sessions hors-les-murs, engagement dans des débats, activités et projets pouvant contribuer à faire vivre l'Europe ont été au programme de cette année très riche.

S'inscrivant pleinement dans l'ADN de l'Institut portant le nom de **Jacques Delors**, père du programme européen d'éducation et formation tout au long de la vie, cette Académie a vu le jour grâce aux efforts conjugués des équipes de l'Institut Jacques Delors et de la directrice de l'Académie, Imola Streho. Au-delà de l'implication des équipes et instances de l'Institut Jacques Delors dans la réussite de ce projet, son fondateur a été présent tout au long de l'année de l'Académie à travers les références à son parcours, ses réalisations, ses propos et les partages d'expériences de grands témoins ayant travaillé avec lui.

L'année pilote de l'Académie, qui a rassemblé **une quarantaine de jeunes et de journalistes et plus de quarante intervenants**, a permis à chacun de ses cursus de bénéficier de **sessions pédagogiques** et d'effectuer **des sessions hors-les-murs**, respectivement à Bruxelles et Berlin pour les journalistes, et Rome et Strasbourg pour les jeunes, pendant une année marquée sur le plan politique par la mise en place et la tenue des consultations citoyennes.



Cette aventure n'aurait pas été possible sans le soutien financier de la région Île-de-France et de la fondation Crédit Mutuel, et sans l'enthousiasme et le soutien logistique et matériel de la Représentation de la Commission européenne, de la fondation Charles-Léopold Mayer, du Centre Jeunesse Tour des Dames et de la Représentation du Parlement européen en France. Nous les remercions tous vivement.

C'est en juillet 2017 qu'Enrico Letta, président de l'Institut Jacques Delors et initiateur de l'Académie Notre Europe, a annoncé le lancement de cette dernière pour la rentrée 2017 sur France Inter, appelant **tout jeune de 18 à 26 ans et tout journaliste à envoyer sa candidature à l'Institut**. Cette annonce a été complétée par **une importante campagne de communication sur les réseaux sociaux**, dans les réseaux des partenaires de l'Institut Jacques Delors et notamment de ceux plus éloignés des questions européennes, et **une campagne plus ciblée dans les établissements d'études supérieures et auprès des rédactions de journaux français**.

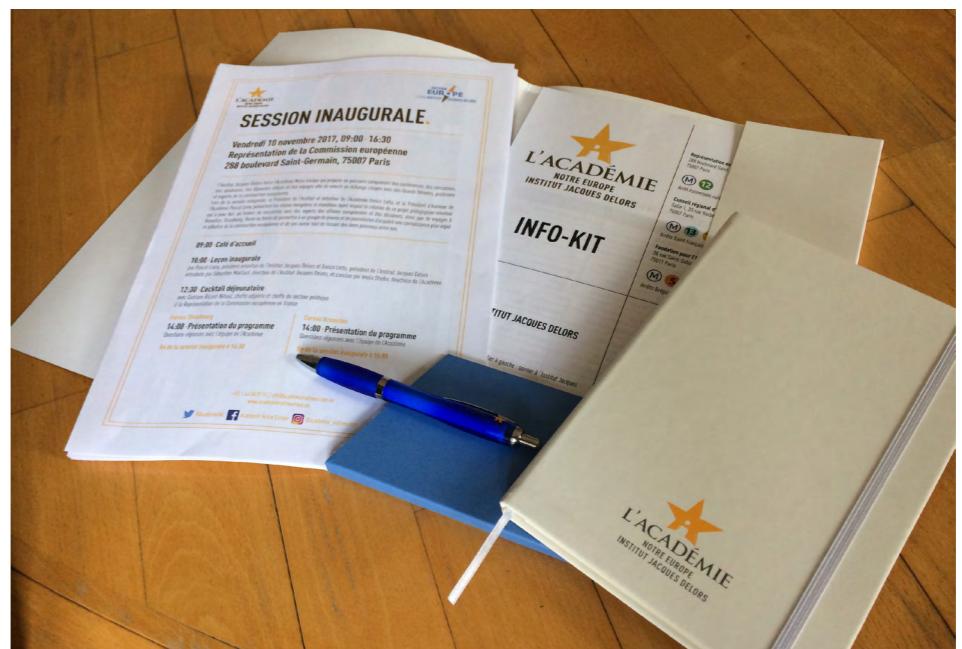
La **campagne auprès des journalistes** a permis d'identifier **un fort intérêt** de la part de ces derniers et de leurs rédactions à se former sur les questions européennes, mais aussi **quelques difficultés techniques**. L'Académie n'étant, à ce stade, pas organisme de formation, elle ne pouvait prétendre à entrer dans le programme de formation des journalistes ni à délivrer une formation diplômante ou certifiante, ce qui a constitué un frein à la candidature pour ce public. Nous avons donc revu la répartition et le nombre de jeunes et de journalistes participants, et avons accepté, après étude de leur candidature, **sept journalistes de rédactions locales et nationales, généralistes et spécialisées**, dans le « **cursus Bruxelles** ».

Nous avons reçu **42 candidatures de jeunes (18 à 26 ans)**, sous la forme de réponses à un questionnaire et d'une vidéo de motivation, un format qui permettait d'évaluer les personnalités et motivations de chacun, et d'entrevoir quel type d'esprit de promotion il serait possible d'avoir en fonction des candidatures choisies. Le comité de sélection, composé de l'initiateur de l'Académie, **Enrico Letta**, du président émeritus de l'Institut Jacques Delors, **Pascal Lamy**, de la directrice de l'Académie, **Imola Streho**, et du directeur de l'Institut Jacques Delors, **Sébastien Maillard**, a ensuite effectué un choix parmi ces candidatures.

Trois grands groupes de provenance de candidatures se sont rapidement dégagés :

- des jeunes très éloignés des questions européennes parce qu'étant très jeunes, ayant fait peu d'études, ou bien dans des domaines complètement déconnectés des affaires européennes (psychologie, cinéma, biologie, etc...) ;
- des jeunes ayant fait des études leur ayant permis une première approche européenne sans avoir approfondi ou touché du doigt « l'Europe comme elle se fait », qui est devenu le slogan de l'Académie Notre Europe ;
- des jeunes faisant déjà des études européennes et souhaitant approfondir, construire un réseau et devenir « ambassadeurs ».

Nous avons opté pour **la formation de trios comprenant un membre de chaque groupe** identifié ci-dessus, afin de **favoriser un dialogue et un apprentissage par les pairs** : les membres plus éloignés des affaires européennes pourraient poser leurs questions aux plus sensibilisés, et ces derniers seraient en mesure de questionner leurs savoirs et certitudes grâce aux réactions et questionnements des premiers. **Vingt-sept candidatures** ont finalement été sélectionnées, réparties en trios au sein du « **cursus Strasbourg** ».



2. Calendrier pédagogique

L'Académie Notre Europe propose à chacun de ses membres un parcours permettant de comprendre « **l'Europe comme elle se fait** » et de mieux s'approprier les différents éléments de la construction européenne pour **trouver sa place en tant qu'acteur** de cette dernière. La construction de son calendrier pédagogique a beaucoup tenu à la disponibilité **de grands témoins, experts et praticiens de la construction européenne**, qui ont accepté de venir échanger entre une et deux heures avec nos membres, et ce de manière gracieuse.

Nous avons tenu compte de ces disponibilités pour proposer un calendrier pédagogique (Annexe 1). Les sessions sont communes aux deux cursus s'agissant du « **café culture** », qui offre l'opportunité d'échanger entre membres de l'Académie des éléments culturels liés à l'Europe, et des « **symposiums** » et « **séminaires** », qui permettent des échanges interactifs avec respectivement des grands témoins et des experts et praticiens de la construction européenne.



Des **ateliers pédagogiques**, ainsi qu'un **laboratoire d'expérimentation**, sont proposés aux membres du cursus Strasbourg, afin d'approfondir certaines notions pédagogiques, et de s'engager dans un débat permettant de réfléchir au rôle d'ambassadeurs citoyens européens que chacun peut être amené à jouer après cette année d'Académie. Des ateliers de débats « eurocritique » ont ainsi été organisés, ainsi que des points d'approfondissement de certains sujets sur lesquels les échanges lors de symposium avaient permis d'identifier une nécessité de précisions.

Le cursus Strasbourg a aussi eu l'opportunité de participer à un laboratoire d'expérimentation qui leur a permis de réfléchir à différentes problématiques européennes et de formuler des propositions politiques sur ces sujets, en partenariat avec **leurs homologues italiens de la Scuola di Politiche**. Des ébauches de ces propositions, élaborées à distance, ont été présentées

lors de la session romaine de l'Académie Notre Europe, avant d'être affinées et remises définitivement lors de la session parisienne de la Scuola di Politiche, en présence de Gaëtane Ricard-Nihoul, secrétaire adjointe du Secrétariat des Consultations citoyennes (Annexe 3). L'ensemble de ce projet a permis de mettre en place un **Erasmus citoyen** entre les promotions jumelles de l'Académie Notre Europe et de la Scuola di Politiche et a connu un grand succès.

3. Ressources pédagogiques

Compte tenu de la diversité des membres retenus, de leurs parcours, cursus et connaissances, ainsi que de la richesse des sujets abordés et intervenants, nous avons décidé de construire **un espace numérique permettant à chaque membre d'accéder à des ressources pédagogiques permettant de préparer chaque session**.

Ces ressources ont été multiples :

- Une catégorie « Abécédaire de la construction européenne » rassemble des outils pédagogiques écrits et vidéos permettant d'acquérir les bases concernant le projet européen
- Pour chaque session, nous avons rassemblé des ressources écrites et audiovisuelles divisées dans deux catégories : « Ressources fondamentales », proposant des ressources faciles d'accès et reprenant l'essentiel à connaître sur les sujets abordés ; et « Pour aller plus loin » proposant des ressources plus avancées, y compris en anglais, langue plus difficile d'accès pour certains membres de l'Académie. Chaque intervenant a enrichi ces bases de ressources identifiées comme particulièrement pertinentes sur le sujet.

Nous complétons enfin ces ressources a posteriori, sur la base de suggestions des intervenants ou bien des membres au cours du café culture ou des sessions.

Nous disposons donc à ce stade d'**une solide bibliothèque de ressources numériques**, dont certaines, lorsque c'était possible, ont été aussi distribuées en version papier lors des sessions. Ce partage de ressources donne aussi l'opportunité de proposer **des sources fiables sur l'Union européenne** aux membres de l'Académie Notre Europe, au-delà de ce qui leur est proposé sur chaque thématique.

DÉROULÉ DES ACTIVITÉS

1. Les sessions à Paris

Le 10 novembre 2017 a eu lieu le lancement de l'Académie Notre Europe dans les locaux de la Représentation de la Commission, en présence du président emeritus de l'Institut Jacques Delors, Pascal Lamy, et de son président, Enrico Letta, initiateur de l'Académie.

Suite à cette grande première, les sessions se sont succédé à **un rythme mensuel**, et ont d'ores et déjà rassemblé nombre de personnalités européennes (voir annexes 2 et 4). Chaque session est l'occasion pour les membres des deux cursus de se retrouver, d'échanger à l'occasion du café culture et du déjeuner, tous deux pris en charge par l'Académie, et d'échanger avec les grands témoins, experts et praticiens sur la thématique de la session. L'Académie a été accueillie par la Représentation de la Commission à Paris, la Fondation pour l'Homme, et la Région Ile-de-France.

2. Sessions « hors-les-murs »

Les membres du cursus Bruxelles ont bénéficié d'**une session bruxelloise** au cours de laquelle ils ont rencontré des correspondants de journaux à Bruxelles, des eurodéputés, la vice-présidente en charge de l'Europe de la Région Ile de France, le chef de cabinet du commissaire en charge des affaires économiques et financières, et ont assisté à une session de la commission des finances au Parlement européen, et visité les locaux de Politico. Une occasion pour les journalistes de l'Académie de **mieux comprendre les interactions entre institutions européennes et le cheminement de l'information sur l'actualité européenne**.



Une partie du cursus Bruxelles au Berlaymont



Une partie du cursus Bruxelles à Berlin

La seconde session hors-les-murs a eu lieu les 13 et 14 juin à Berlin et leur a permis de rencontrer les membres et conseillers du nouveau gouvernement allemand, afin de **mieux comprendre les ressorts du moteur franco-allemand et son rôle dans la construction européenne en 2018**, après l'élection des nouveaux gouvernements français et allemand.

Les membres du cursus Strasbourg ont bénéficié d'une opportunité exceptionnelle grâce à la députée européenne Alessia Mosca de participer à **la remise du prix Sakharov à Strasbourg**. Une occasion de découvrir le Parlement strasbourgeois, et de débattre de la liberté d'expression et la démocratie dans le monde, mais aussi d'échanger avec Christine Verger et Alain Lamassoure pour ceux et celles ayant pu se libérer à cette occasion.



Une partie du cursus Strasbourg à la remise du Prix Sakharov

Ils ont aussi effectué **une session hors-les-murs à Rome** au cours de laquelle ils ont pu rencontrer un ancien président du Conseil italien et visiter la Cour constitutionnelle italienne, échanger avec une eurodéputée, un statisticien et un correspondant d'un journal français en Italie, et présenter la première ébauche de leurs propositions politiques co-construites avec des membres de la Scuola di Politiche. Cette session a été l'occasion d'expérimenter un Erasmus citoyen, et de souder des liens forts entre les membres du cursus.

Ils ont enfin participé les 1^{er} et 2 juin au « **European Youth Event** » de Strasbourg au cours duquel ils ont pu échanger avec quelque 8000 jeunes de toute l'Europe sur des sujets divers et participé à de nombreux ateliers sur la construction européenne.

Tous les programmes de ces sessions hors-les-murs sont à retrouver en annexe 2.



Les membres du cursus Strasbourg et de la Scuola di Politiche à Rome



Les membres du cursus Strasbourg au European Youth Event (Strasbourg)

PISTES DE DÉVELOPPEMENT

L'année pilote de l'Académie Notre Europe est un succès. Elle a permis à **des jeunes de tous horizons, ainsi que des journalistes de formations et rédactions très diverses, d'échanger de manière très ouverte et interactive avec des grands témoins, experts et praticiens de la construction européenne**. Intervenants, jeunes et journalistes nous font **unaniment des retours positifs**, évoquant une expérience humaine unique et formatrice, tant sur le plan des connaissances que des compétences et des savoir-faire, mais aussi de sensibilisation au projet européen.

Nous envisageons plusieurs pistes de développement pour l'année 2018-2019 :

- **Organisme de formation** : l'Académie Notre Europe se veut avant tout un parcours permettant échanges et rencontres afin de mieux comprendre et interroger la construction européenne, et trouver sa place en tant qu'acteur de cette dernière. Elle apporte cependant aussi divers éléments relevant de l'acquisition de connaissances et compétences lui permettant, après une année pilote de construction et consolidation de ses supports pédagogiques, de prétendre à la qualification d'organisme de formation. Une démarche qui débute au printemps 2018 afin de pouvoir proposer à des publics professionnels de participer dès l'édition 2018-2019.
- **Élargissement des publics** : l'édition 2017-2018 a clairement mis en évidence l'utilité du parcours proposé par l'Académie Notre Europe auprès des 18-26 ans, et l'édition 2018-2019 ciblera donc de nouveau ce public, forte d'une année d'expérience, et de propositions d'outils, méthodes et enceintes de communication nouvelles, notamment de la part des membres de la promotion pilote, afin de toucher un public toujours plus large. Nous envisageons aussi de proposer à des professeurs, journalistes et élus de suivre notre parcours, selon des modalités en cours d'élaboration.
- **Développement transeuropéen - Erasmus citoyen** : le succès de l'Erasmus citoyen en Italie et les liens tissés avec la Scuola di Politiche nous conduisent à envisager des développements renforçant la dimension transeuropéenne de l'Académie pour sa seconde édition : échanges de jeunes, voyages, visite des institutions, co-construction de propositions politiques dans le cadre du dialogue structuré, etc.
- **Réseau d'anciens** : signe du succès de cette promotion pilote, nombreux et nombreuses sont ses membres qui souhaitent structurer un réseau « d'Alumni » et s'impliquer dans l'avenir de ce parcours unique. Leurs idées sont nombreuses, allant de l'organisation de voyages au partage d'expériences en passant par la recherche de ressources pédagogiques pour les futures formations. Ces initiatives se structurent peu à peu et devraient voir leur jour avec le démarrage de la deuxième promotion. Les membres de l'Académie 2017-2018 s'engagent aussi activement dans la campagne de promotion visant à recruter leurs successeur.e.s.



L'ensemble des membres de l'Académie et de la Scuola di Politiche lors de la session n°8



2. Les programmes des sessions



SESSION INAUGURALE.

Vendredi 10 novembre 2017, 09:00 - 16:30
Représentation de la Commission européenne
288 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

L'Institut Jacques Delors lance l'Académie Notre Europe qui propose un parcours comprenant des conférences, des rencontres, des séminaires, des déjeuners-débats et des voyages afin de nourrir un échange citoyen avec des Grands témoins, praticiens et experts de la construction européenne.

Lors de la session inaugurale, le Président de l'Institut et initiateur de l'Académie Enrico Letta, et le Président d'honneur de l'Académie Pascal Lamy présentent les enjeux européens et mondiaux ayant inspiré la création de ce projet pédagogique novateur qui a pour but, au travers de rencontres avec des experts des affaires européennes et des décideurs, ainsi que de voyages à Bruxelles, Strasbourg, Rome ou Berlin de permettre à un groupe de jeunes et de journalistes d'acquérir une connaissance plus aiguë et débattre de la construction européenne et de son avenir tout en tissant des liens pérennes entre eux.

09:00 - Café d'accueil

10:00 - Leçon inaugurale

par Pascal Lamy, président emeritus de l'Institut Jacques Delors et Enrico Letta, président de l'Institut Jacques Delors introduite par Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors, et conclue par Imola Strehl, directrice de l'Académie

12:30 - Cocktail déjeunatoire

avec Gaëtane Ricard-Nihoul, cheffe adjointe et cheffe du secteur politique
à la Représentation de la Commission européenne en France

Cursus Strasbourg

14:00 - Présentation du programme

Questions-réponses avec l'équipe de l'Académie

fin de la session inaugurale à 16:30

Cursus Bruxelles

14:00 - Présentation du programme

Questions-réponses avec l'équipe de l'Académie

fin de la session inaugurale à 15:00

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreeurope.eu
www.academienotreeurope.eu



Académie Notre Europe



L'EUROPE POLITIQUE ET SOCIALE. Session 2

Vendredi 8 décembre 2017, 09:00 - 17:30
Conseil régional d'Île-de-France
Salle 1, 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris

Le 29 mars 2017, suite au référendum du 23 juin au cours duquel 51,9% des Britanniques ont choisi de quitter l'UE, le Royaume-Uni déposait sa lettre déclenchant les procédures liées à l'article 50 du traité sur l'Union européenne qui donne deux ans au Royaume-Uni et aux 27 autres pays membres de l'UE pour négocier les termes de la sortie du Royaume-Uni, qui reste jusqu'à cette date membre de l'UE. Dès septembre 2016, le « Groupe de travail article 50 » de la Commission européenne est chargé de conduire les négociations avec le Royaume-Uni représenté par Theresa May depuis juin 2017, sous la houlette de son négociateur en chef, Michel Barnier. Ce dernier nous fait l'honneur d'ouvrir notre session en dialoguant avec Elvire Fabry, chercheuse senior à l'Institut Jacques Delors, sur les enjeux de cette négociation historique. Cette négociation sera remise en perspective par Jonathan Faull, ancien directeur général de la Commission européenne et chef de la task force de la Commission chargée des questions stratégiques liées au référendum au Royaume-Uni en 2015.

En avril 1989, un "Comité pour l'étude de l'Union économique et monétaire", présidé par le président de la Commission, Jacques Delors, et incluant les 12 gouverneurs des banques centrales des États membres de la Communauté européenne d'alors, a publié un rapport qui a jeté les bases de l'actuelle Union économique et monétaire. Près de trente ans plus tard, le marché unique a vu le jour, l'union monétaire est en marche, l'union économique est incomplète, et les politiques sociales censées l'accompagner ne sont pas toujours à la hauteur des ambitions des années 1990. L'après-midi de la session du 8 décembre sera consacrée à l'Europe économique et sociale, composante cruciale de la construction européenne dont Sofia Fernandes et Eulalia Rubio, chercheuses senior à l'Institut Jacques Delors sur ces sujets poseront les bases avant que Maria João Rodrigues, députée européenne et présidente de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) décortiquera les enjeux avec nous.

PLANNING

09:00 • Café culture européenne

09:45 • Discours d'introduction par Pierre Lequiller

conseiller régional et président de l'association Île-de-France Europe

10:00 • La négociation du Brexit

Symposium avec vision par Michel Barnier

négociateur en chef au sein de la Task-force

pour la préparation et la conduite des négociations avec le Royaume-Uni

Modération par Elvire Fabry, chercheuse senior à l'Institut Jacques Delors

• Le Brexit

Séminaire par Jonathan Faull

ancien directeur général de la Commission européenne

12:30 • Déjeuner

La suite du programme est optionnelle pour les journalistes.

13:30 • Atelier pédagogique : retour sur les symposiums

Animé par Eulalia Rubio, chercheuse senior à l'Institut Jacques Delors

et Imola Streho, directrice de l'Académie Notre Europe

14:15 • Pause café

14:30 • Introduction à l'Europe économique et sociale

par Eulalia Rubio et Sofia Fernandes

chercheuses senior à l'Institut Jacques Delors

15:30 • L'Europe économique et sociale

Séminaire par Maria João Rodrigues

vice-présidente de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen

et présidente de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS)

17:00 • Présentation du laboratoire d'expérimentation et bilan de la session

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreurope.eu
www.academienotreurope.eu



@AcademieNE



Académie Notre Europe



#AcademieNE

L'EUROPE MOBILE. Session 4

Vendredi 19 janvier 2018, 09:00 - 18:00

Représentation de la Commission européenne

288 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

La liberté de circulation des personnes au sein de l'Union européenne se trouve régulièrement au cœur du débat public : synonyme d'opportunités lorsqu'on parle des programmes d'échanges, de tourisme ou de possibilités d'emploi, elle a aussi connu la tourmente lors de polémiques souvent imprégnées de préjugés tels ceux liés au plombier polonais qui détournait la directive européenne sur les travailleurs détachés ou aux citoyens pauvres abusant de leur liberté de circulation dans l'unique but de bénéficier d'allocations, dans le cadre d'un « tourisme social ». La crise des réfugiés est venue ajouter de la confusion quant aux droits des citoyens européens à circuler librement dans l'UE et aux droits des États à protéger leurs frontières tout en assurant un accueil digne des migrants.

Cette session de l'Académie consacrée à l'Europe mobile cherche à explorer toutes les dimensions de cette liberté de circulation qui fait partie des plus belles réussites européennes. Enrico Letta reviendra ainsi avec nous sur la manière dont l'Union européenne a cherché à résoudre la crise des réfugiés et Yves Pascouau nous présentera un panorama plus large des problématiques liées aux migrations. Sofia Fernandes échangera enfin avec les membres de l'Académie sur la liberté de circulation des travailleurs, des jeunes et des étudiants dans le cadre notamment de l'Europe sociale.

PLANNING

09:00 • Accueil

09:30 • Café culture européenne

10:00 • La crise des réfugiés

Vidéo par Enrico Letta

président de l'Institut Jacques Delors
ancien premier ministre italien

10:20 • La "crise migratoire": quelles réponses de l'UE?

Séminaire par Yves Pascouau

chercheur à l'Université de Nantes - Chaire Schengen - Alliance Europa; chercheur senior associé à l'Institut Jacques Delors

11:15 • Pause café

11:45 • Quelle(s) politique(s) migratoire(s) en Europe?

Séminaire par Yves Pascouau

chercheur à l'Université de Nantes - Chaire Schengen - Alliance Europa; chercheur senior associé à l'Institut Jacques Delors

13:00 • Déjeuner

La suite du programme est optionnelle pour les journalistes.

14:00 • Europe Sociale et mobilité

Séminaire par Sofia Fernandes

chercheuse senior à l'Institut Jacques Delors

16:00 • Pause café

16:15 • Laboratoire d'expérimentation: travaux en triplette sur l'"Erasmus de la Politique"

17:00 • Atelier "Eurocritique"

17:45 • Bilan de la session

Fin de la session à 18h00.

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreeurope.eu
www.academienotreeurope.eu



@AcademieNE



Académie Notre Europe



#AcademieNE

SESSION 5. Adresses et biographies

Jeudi 25 et vendredi 26 janvier 2018

JEUDI 25 JANVIER

10:00 - 12:00 L'EUROPE DES CITOYENS

au Parlement européen, Rue Wiertz 60, B-1047 Bruxelles

12:00 - DÉJEUNER

à la Représentation de l'Île-de-France auprès de l'UE, Rue Montoyer 10, 1000 Bruxelles

14:00 - 15:30 L'UNION DE L'ÉNERGIE

à la Représentation de l'Île-de-France auprès de l'UE, Rue Montoyer 10, 1000 Bruxelles

15:30 - 16:30 LES RÉGIONS ET L'UE

à la Représentation de l'Île-de-France auprès de l'UE, Rue Montoyer 10, 1000 Bruxelles

18:00 (optionnel) • Verre de l'amitié

place du Luxembourg

VENDREDI 26 JANVIER

08:30 • Petit-déjeuner et débat avec Laszlo Andor

Chez Mauricette, rue Belliard 170-174, 1000 Bruxelles

09:45 - 11:00 L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE

Commission européenne (Berlaymont), Rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles

11:30 - 13:00 LES RELATIONS EXTÉRIEURES DE L'UE

Commission européenne (Berlaymont), Rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles

13:00 - 14:00 DÉJEUNER

Lieu à confirmer

14:30 - 15:30 VISITE DES LOCAUX DU JOURNAL POLITICO

Politico, Rue de la Loi 62, 1040 Bruxelles

L'EUROPE DANS LE MONDE. Session 5

Vendredi 9 février 2018, 09:30 - 18:00

Fondation pour l'Homme

38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris

« Soft Power », « géant économique mais nain politique »... L'Union européenne est souvent décrite comme ayant des relations extérieures pour le moins atypiques. Elisabeth Guigou, ancienne ministre française, ancienne garde des Sceaux, ancienne députée, ancienne présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et ancienne membre du cabinet Delors partagera son expérience et son analyse des « RELEX » de l'UE. Nicole Gnesotto, spécialiste des questions de défense, reviendra ensuite avec nous sur la politique européenne de sécurité commune, sa genèse, ses enjeux et ses dernières avancées.

L'après-midi sera l'occasion d'échanger avec divers intervenants sur l'avenir de l'Union européenne, sa gouvernance et ses institutions. Nous nous associons avec Euradionantes pour évoquer à la fois les grands défis de l'avenir de l'UE et les questions d'information sur l'Europe. Nous préparerons aussi la session sur la gouvernance de l'Union avec Christine Verger, ancienne directrice de la Direction des relations avec les parlements nationaux à la Direction générale de la présidence du Parlement européen et ancienne Secrétaire générale de l'Institut Jacques Delors, qui reviendra avec nous sur ses institutions.

PLANNING

09:30 • Accueil

10:00 • L'Europe dans la mondialisation

Symposium avec vision par Elisabeth Guigou

ancienne ministre française, ancienne garde des Sceaux,
ancienne députée et ancienne présidente de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

11:30 • L'Europe de la défense

Séminaire par Nicole Gnesotto

titulaire de la chaire « Union européenne » au Conservatoire national des arts et métiers

13:00 • Déjeuner

La suite du programme est optionnelle pour les journalistes.

14:00 • Café culture européenne

en partenariat avec Euradionantes

15:00 • Les grands défis de l'UE

Séminaire avec un Grand témoin, en partenariat avec Euradionantes 

16:00 • Pause café

16:15 • De la gouvernance démocratique de l'UE

Séminaire par Christine Verger

conseillère et responsable des relations avec les parlements nationaux à l'Institut Jacques Delors

17:30 • Bilan de la session

Fin de la session à 18:00

Action financée par la région Île-de-France 

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreeurope.eu
www.academienotreeurope.eu

 [@AcademieNE](#)  [Académie Notre Europe](#)  [#AcademieNE](#)

DE LA DÉMOCRATIE EN EUROPE ■ Session 6

Vendredi 9 mars 2018, 09:00 - 18:00

Parlement européen en France

288 Boulevard St Germain, 75007 Paris

L'Union européenne est un projet hors norme et unique qui a demandé d'inventer un nouveau système de gouvernance pour en assurer les fondements démocratiques et le fonctionnement. Des traités à la pratique, au gré des femmes et des hommes qui y ont imprimé leur marque, la gouvernance européenne cherche à maintenir un équilibre de représentation des citoyens, des États membres et de l'intérêt général dans les missions qui lui sont confiées. De fait, si le système et les processus reposent sur des fondements démocratiques, la place du citoyen dans la construction européenne est parfois difficile à trouver, et les taux de participation en baisse permanente aux élections européennes confortent ceux qui estiment qu'il existe un « déficit démocratique » en Europe.

Après le café culture mensuel, nous évoquerons ces enjeux avec Herman Van Rompuy, premier président du Conseil européen et du sommet de la zone euro, et Joaquin Almunia, ancien vice-président de la Commission européenne, qui pourront revenir sur l'architecture institutionnelle européenne et la manière dont elle s'est développée et vit au quotidien.

L'après-midi sera consacrée, pour le cursus Strasbourg, aux travaux du « Joint Programme » avec la Scuola di Politiche dans le cadre du laboratoire d'expérimentation, et à une mise en situation lors de l'atelier euro-critique.

PLANNING

09:00 ■ Accueil

09:20 ■ Café culture

10:00 ■ De la gouvernance démocratique de l'UE

Symposium avec vision par Herman Van Rompuy
premier président du Conseil européen et du sommet de la zone euro

11:30 ■ Les institutions de l'UE : la Commission européenne

Séminaire par Joaquín Almunia
ancien vice-président de la Commission européenne,
ancien commissaire à la concurrence, et aux affaires économiques et monétaires

13:00 ■ Déjeuner

La suite du programme est uniquement dédiée au cursus Strasbourg.

14:00 ■ Laboratoire d'expérimentation

16:00 ■ Atelier « euro-critique »

17:30 ■ Bilan de la session

Fin de la session à 18:00

Action financée par la région Île-de-France 

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreeurope.eu
www.academienotreeurope.eu

 [@AcademieNE](#)  [Académie Notre Europe](#)  [#AcademieNE](#)

ERASMUS DE LA POLITIQUE.

Thursday 22 and Friday 23 March 2018, Rome

THURSDAY 22 MARCH • 11:00 > 19:00

« ERASMUS CITOYEN » **JOINT SESSION WITH SdP**

AREL, Piazza Sant'Andrea della Valle, 6, 3rd floor - 00186 Roma

11:30 • Welcome by SdP Marco Meloni

11:45 • Presentation of SdP, by SdP Students

12:00 • Presentation of the Académie

by Chiara Abbasciano and Gauthier Valentin

12:15 • Presentation of “Erasmus de la Politique” and program of the day,
by Enrico Letta (video)

12:30 • Lunch Break

Students will get their lunch independently.

CONSTITUTIONAL COURT, Piazza el Quirinale n.41 - 00187 Roma

13:15 • Commuting to Constitutional Court

13:45 • Check in with IDs

14:00 • How to reform political Europe after the 2005 experience?

Meeting with Giuliano Amato, former Prime minister of Italy and vice-president of the Convention on the Future of Europe

AREL, Piazza Sant'Andrea della Valle, 6, 3rd floor - 00186 Roma

15:00 • Commuting back to AREL

16:00 • Plenary presentations of the 9 groups

19:00 • Conclusion

Dinner and evening plans are free.

VENDREDI 23 MARS • 09:00 > 18:30

AREL, Piazza Sant'Andrea della Valle, 6, 2nd floor - 00186 Roma

09:00 • Accueil

09:30 • Café culture

10:00 • L'impact des politiques européennes à destination de pays tiers et l'aide au développement européenne

Symposium avec vision par Cécile Kashetu Kyenge, députée européenne, Groupe de l'alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen

11:30 • Pause café

12:00 • How to interpret European statistics and what do they tell about the European Union?

Seminar by Enrico Giovannini, President of the European statistical governance advisory board

13:15 • Déjeuner

14:30 • Comment informer sur l'Europe

Séminaire par Eric Jozsef, journaliste, correspondant en Italie du quotidien Libération et de la Radiotélévision suisse

16:00 • Pause café

16:30 • Atelier pédagogique

FIN DES ACTIVITÉS OBLIGATOIRES À 18H00

SAMEDI 24 ET DIMANCHE 25 MARS: ACTIVITÉS TOURISTIQUES

Contacts d'urgence : Claire Versini (06 88 43 25 43) et Pierre Quénéhen (06 19 74 18 20)

L'EUROPE DANS LE MONDE ■ Session 7

Vendredi 13 avril 2018, 09:00 - 18:00

Fondation pour l'Homme

38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris

Lors de notre première session sur l'Europe dans le monde, nous avons pu échanger sur les enjeux européens de diplomatie, sécurité et défense. Cette seconde session consacrée à l'Europe dans le monde revient sur des enjeux à la fois plus locaux et plus commerciaux, très complémentaires des premiers éléments abordés lors de la session initiale.

Après notre traditionnel café culture, nous échangerons tout d'abord avec Imola Streho sur l'avènement du Marché intérieur et des quatre libertés fondamentales qui ont permis aux 500 millions d'Européens de se déplacer dans ce marché unique dans lequel circulent aussi biens, services et capitaux, et à l'Union européenne de devenir la première économie mondiale.

Eneko Landaburu débattra ensuite des relations de l'UE avec son voisinage, dans le cadre de la Politique européenne de voisinage mais aussi des négociations d'adhésion en cours, fantasmées ou avortées.

Nous aborderons enfin la question des relations commerciales de l'UE post-Brexit avec Denis MacShane en début d'après-midi.

PLANNING

09:00 ■ Accueil

09:20 ■ Café culture

10:00 ■ Le Marché intérieur européen

Séminaire par Imola Streho

Directrice de l'Académie Notre Europe

11:30 ■ L'UE et ses voisins

Symposium avec vision par Eneko Landaburu

ancien directeur général de la Politique régionale et de cohésion, ancien directeur général de l'élargissement, ancien directeur général de la DG Relations extérieures, ancien ambassadeur

13:00 ■ Déjeuner

14:00 ■ Les relations commerciales de l'UE post-Brexit

Séminaire par Denis MacShane

La suite du programme est uniquement dédiée au cursus Strasbourg

15:30 ■ Pause café

16:00 ■ Atelier pédagogique

17:00 ■ Bilan de la session

Fin de la session à 17:30

Action financée par la région Île-de-France 

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreeurope.eu
www.academienotreeurope.eu

 [@AcademieNE](#)  [Académie Notre Europe](#)  [#AcademieNE](#)

L'EUROPE VERTE ET CITOYENNE ■ Session 8

Vendredi 25 mai 2018, 09:00 - 18:00
Centre d'animation Tour des Dames
4-18 Rue de la Tour des Dames, 75009 Paris

L'Union européenne est souvent présentée comme le fer de lance des politiques de développement durable dans le monde : quels processus l'ont menée à s'intéresser aux enjeux du développement durable et de la transition énergétique ? Quelles politiques sont développées au sein de l'UE sur ces sujets ? Comment l'Europe cherche-t-elle à maintenir ces enjeux au centre des négociations internationales et des objectifs de développement de la planète ? Ses moyens et résultats sont-ils à la hauteur de ses ambitions ? Autant de sujet sur lesquels nous reviendrons avec Geneviève Pons, Thomas Pellerin-Carlin et Emilie Magdalinski.

L'après-midi sera quant à elle consacrée au point d'orgue du programme « Erasmus de la Politique » mené de concert avec la Scuola di Politiche dont un groupe de membres sera des nôtres tout au long de la journée. Nous y découvrirons les propositions politiques de groupes franco-italiens dans divers domaines de politiques européennes et réfléchirons ensemble aux échos que de telles recommandations peuvent trouver auprès des décideurs à l'heure des consultations citoyennes.

PLANNING

08:30 - Accueil café

09:00 - Introduction par Enrico Letta

fondateur de la Scuola di Politiche et de l'Académie Notre Europe, président de l'Institut Jacques Delors

10:00 - L'UE et l'enjeu du développement durable

Symposium avec vision par Geneviève Pons

directrice de la représentation de l'Institut Jacques Delors à Bruxelles

11:30 - Pause café

11:45 - L'Europe de l'énergie

Séminaire par Emilie Magdalinski et Thomas Pellerin-Carlin

chercheuse à l'Institut Jacques Delors, en charge des questions énergétiques européennes et chercheur à l'Institut Jacques Delors, en charge de la politique européenne d'énergie

13:00 - Déjeuner

La suite du programme est uniquement dédiée au cursus Strasbourg et à la Scuola di Politiche.

14:00 - Présentation des propositions franco-italiennes pour le futur de l'Europe

Laboratoire d'expérimentation avec Gaëtane Ricard-Nihoul

secrétaire générale adjointe du Secrétariat Général pour les consultations citoyennes sur l'Europe

17:00 - Bilan de la session

17:30 - Verre de l'amitié

Bar « La terrasse Saint-Lazare », 39 rue de Londres, 75009 Paris

En partenariat avec la Scuola di Politiche 

Action financée par la région Île-de-France 

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreeurope.eu
www.academienotreeurope.eu

 [@AcademieNE" data-bbox="651 888 668 904"> !\[\]\(4fc9ed7cd31f77fa86260f71185697b4_img.jpg\) Académie Notre Europe !\[\]\(e7cff0e0605be0069efea5f8311cf685_img.jpg\) #AcademieNE](https://twitter.com/AcademieNE)

NB : L'ensemble des échanges de la journée se tiendra en anglais.

VOYAGE À BERLIN.

Mercredi 13 et jeudi 14 juin 2018

MERCREDI 13 JUIN

Hertie School of Governance, Friedrichstraße 180, 10117 Berlin, salle 1.65

10:30 - Rencontre de bienvenue

avec Prof. Dr. Henrik Enderlein, directeur du Jacques Delors Institut – Berlin et professeur d'économie politique à la Hertie School of Governance

Hertie School of Governance, Friedrichstraße 180, 10117 Berlin, salle 1.65

12:00 - « Le couple franco-allemand en crise ? »

Rencontre avec Andreas Jung, député CDU/CSU au Deutscher Bundestag, président du groupe d'amitié franco-allemand

Hertie School of Governance, Friedrichstraße 180, 10117 Berlin, forum

12:30 - Événement « New Pact for Europe »

Débat autour du rapport « New Pact for Europe. Re-energising Europe » avec Herman van Rompuy, premier président du Conseil européen et du sommet de la zone euro

Hertie School of Governance, Friedrichstraße 180, 10117 Berlin, salle 1.65

13:00 - « La politique actuelle vue de Berlin »

Rencontre avec des journalistes allemands et déjeuner

Cerstin Gammelin, cheffe adjointe du bureau parlementaire, Süddeutsche Zeitung

Sven Böll, chef du bureau de Berlin, Wirtschaftswoche

Richard Fuchs, Journaliste indépendant, Deutsche Welle, Deutschlandfunk, SWR, BR

Départ de la Hertie School à 14:00

Promenade optionnelle « Du Gendarmenmarkt au Bundestag »

Chancellerie (Bundeskanzleramt), Willy-Brandt-Straße 1, 10557 Berlin

15:00 - « Perspectives sur le conseil de l'UE »

Rencontre avec Dr. Franz Neuendorf, représentant Europe à la Chancellerie

Ministère des affaires étrangères (Auswärtiges Amt), Werderscher Markt 1, 10117 Berlin

17:30 - « Le rôle de l'Allemagne en Europe »

Rencontre avec Michael Roth, secrétaire d'État aux affaires européennes (SDP)

JEUDI 14 JUIN

Restaurant/Café Die Eins, Wilhelmstraße 67a, 10117 Berlin

09:30 - « Le rôle de l'Europe dans le monde »

Rencontre avec Joachim Bitterlich, ancien diplomate, ancien conseiller politique d'Helmut Kohl

Jacques Delors Institut – Berlin, Allianz Forum, Pariser Platz 6, 10117 Berlin

10:30 - « L'Europe après le Brexit »

Rencontre avec Christoph Wolfrum, négociateur du Brexit du côté allemand

11:45 : Déjeuner à l'Académie des arts, Pariser Platz 4, 10117 Berlin

Parlement (Deutscher Bundestag), Platz der Republik 1, 10117 Berlin

13:15 - « Entre tensions et diplomatie - échange sur les affaires extérieures »

Rencontre avec Dr. Franziska Brantner, députée BÜNDNIS 90/DIE GRÜNEN au Deutscher Bundestag

Jacques Delors Institut – Berlin, Allianz Forum, Pariser Platz 6, 10117 Berlin

15:00 - « Pourquoi faut-il une réforme de la zone euro ? »

Rencontre avec Dr. Katharina Gnath, Senior project manager Bertelsmann Stiftung et Lucas Guttenberg, directeur adjoint de recherche au Jacques Delors Institut – Berlin

Participants

- Clarisse Burger, journaliste de la presse spécialisée
- Rachida Elghazali, reporter d'images freelance
- Clémentine Forissier, rédactrice en chef de Contexte
- Natacha Guegos Haas, journaliste freelance pour la presse hongroise
- Béatrice Hadjaje, journaliste au service étranger de RTL
- Sigrid Melchior, journaliste freelance pour la presse suédoise
- Aline Robert, rédactrice en chef d'Euractiv.fr
- Justine Salvestroni, journaliste pour la Tribune de Genève et pour Ouest France
- Sabine Syfuss-Arnaud, cheffe du service international de Challenges
- Stefan De Vries, journaliste à RTL Nieuws, VRT Belgium et BBC radio
- Nicolo Conti, responsable de la communication de l'Institut Jacques Delors
- Heidi Kuhlmann, project manager pour la politique européenne et la communication au Jacques Delors Institut - Berlin
- Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques Delors

L'EUROPE DU FUTUR ■ Session 9

Vendredi 22 juin 2018, 09:00 - 18:00
Représentation de la Commission européenne
288 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

La première année de l'Académie Notre Europe touche à sa fin. Sa dernière session doit permettre de conclure une année de rencontres et d'échanges entre grands témoins, praticiens, experts, et citoyens européens.

C'est ce que s'emploieront à faire Enrico Letta et Sébastien Maillard en débattant avec les membres de l'Académie de leur livre *Faire l'Europe dans un monde de brutes*. Le directeur de l'Institut Jacques Delors reviendra ensuite avec les membres de l'Académie Notre Europe sur les valeurs qui sous-tendent le projet européen et la cohérence et le dynamisme à redonner à ce dernier.

L'après-midi débutera avec une séance de questions-réponses qui conclura la présentation sur l'Europe de l'énergie de la session du 25 mai avec Thomas Pellerin-Carlin et Emilie Magdalinski.

Nous reviendrons ensuite avec l'ensemble des membres de l'Académie sur les suites à donner à cette dernière et le bilan à tirer de cette année.

PLANNING

09:00 ■ Café culture

09:30 ■ Faire l'Europe dans un monde de brutes

Dialogue avec Enrico Letta et Sébastien Maillard
président de l'Institut Jacques Delors et directeur de l'Institut Jacques Delors

10:30 ■ Comment se réapproprier le projet européen

Séminaire par Sébastien Maillard
directeur de l'Institut Jacques Delors

11:30 ■ Cocktail convivial

13:15 ■ Déjeuner

14:15 ■ Faire l'Europe par l'énergie

avec Emilie Magdalinski et Thomas Pellerin-Carlin
chercheuse et chercheur à l'Institut Jacques Delors

15:30 ■ Pause

15:45 ■ Session de réflexion sur les Alumni

17:00 ■ Session de retour sur l'année & conclusion de l'année pilote de l'Académie Notre Europe

avec Imola Strehová, Michele Bellini et Claire Versini

Directrice, responsable relations extérieures et responsable pédagogique de l'Académie Notre Europe

Fin de la session à 18:00

Action financée par la région Île-de-France 

+33 1 44 58 97 91 / info@academienotreeurope.eu
www.academienotreeurope.eu

 [@AcademieNE](#)  [Académie Notre Europe](#)  [#AcademieNE](#)

GLOBAL MIGRATIONS

Claire Bartet, Léa Robert, Agnese Colasanti, Guglielmo Agolino and Andrea Andrenelli

Introduction

3. Propositions pour l'avenir de l'UE issues du Laboratoire d'expérimentation

Dans le cadre de leurs activités au sein de l'Académie, les membres du cursus Strasbourg ont eu l'occasion de participer à un véritable Erasmus de la politique qui s'inscrit dans la volonté de l'Académie de permettre à ses membres de développer des compétences, mais aussi de contribuer à l'espace public européen.

C'est ainsi qu'au travers d'échanges avec leurs homologues de la Scuola di Politiche (Italie), d'abord virtuels, puis en personne à Rome et à Paris, ils ont pu développer des propositions politiques transnationales pour l'avenir de l'Union européenne. Présentées une première fois devant l'ensemble du cursus à l'occasion du voyage à Rome, ces dernières ont ensuite été retravaillées pour tenir en une présentation de deux pages. Elles ont été présentées dans leur version finale à Paris, à l'occasion de la visite des membres de la Scuola di Politiche. La présence lors de cette présentation de la secrétaire adjointe du Secrétariat des Consultations citoyennes françaises a permis d'ancrer ces propositions franco-italiennes dans la dynamique citoyenne de l'Académie Notre Europe. Vous en trouverez ci-après une présentation succincte.



In 2017 over **117,000 migrants** from Africa, the Middle East, and beyond, entered in the **EU** irregularly via the Central Mediterranean Migration Route.

The **EU identifies the fight against irregular migration as a priority** and the **European Commission** has taken some **legislative measures to prevent** this phenomenon:

1. **Strengthening the mandate of FRONTEX** so that it can act more effectively at the external border
2. **Intensifying coordination** between border surveillance authorities
3. Establishing **rules for the surveillance of the external sea borders** in the context of operational cooperation coordinated by FRONTEX

Plan of Action and Objectives

We tried to develop four pillars to reduce problems linked to global migration phenomenon:

1. Reducing incentives for irregular migration
2. Saving **lives and securing the external borders**
3. **Strengthening the common asylum policy**
4. **Developing a new policy on legal migration.**

The first pillar provides several measures as dismantling smuggling and trafficking networks, organizing irregular immigration through legal humanitarian channels for refugees, in order to save lives, reduce the trafficking of human beings, illegal landings and consequently shipwrecks and deaths and finally defining actions for the better application of return policies and improving the efficiency of border crossings.

The second pillar foresees:

- better management of the external borders (in particular through solidarity towards those Member States located at the external borders);
- considering the feasibility of creating a European system of border guards;
- externalization of borders through bilateral agreements -> divert the migratory phenomena rather than trying to stop them.

The third pillar objective should be achieved by an increase of solidarity at the European level to manage migrations due to the fact that the weight cannot fall entirely on a few countries of the Union (i.e. Greece, Italy, Germany, Sweden), a review of the Dublin-Convention with a proportionate repartition of refugees between member States, an effective Resettlement project with stronger sanctions for those states, which not fulfill their commitment and a common European legislation on asylum policy -> national common plans for integration: respect for equal dignity, policies for asylum seekers and unaccompanied minors.

Now, last but not least, the fourth pillar has to be developed with certain practical measures:

- attracting workers that the EU economy needs, particularly by facilitating entry and the recognition of qualifications , in this way EU could prepare itself also to facing the future demographic challenges;
- Importance of development to harness global migrations, e.g. "The Marshall Plan for Africa";
- limit the flow of arms produced in European countries and sold in Africa and poorest regions of the Middle East affected by the crisis.

Conclusions

Objectives have to be taken at the european level: these are our four pillars. But these goals cannot come into effect when the european population is hostile to the welcoming of refugees. Consequently, we all must understand that the migration process is a historic phenomenon and the welcoming of refugees can increase as much our open-mindedness as the solidarity between people and between countries and the economy in the long term.

COMMUNICATING EUROPE

*Michele Federle, Vittorio Stumpo, Giulia Marogna,
Vera Marchand, Caroline Bouremel and Raphaël Desclaux-Priscal*

EU institutions already have full-fledged communication policies and are especially active in social media. We thus agreed in undertaking a different approach by suggesting a communication strategy that would revolve around the idea of progressive "European Education". To this purpose, we decided to target different groups of European citizens, divided in four main categories: children and teenagers, students and young professionals, adult workers and retirees.

As we think awareness of the EU should start from school, the core idea of our project concerning children and teenagers is to introduce "European Education Classes" in European public and private schools of all countries as an expansion of Civic Education Classes. The whole project should revolve around the ideas of "knowledge" and "travel". In those classes, teachers should be trained by the EU, come from different European countries and teach in the language of the country. Participation should remain on a voluntary basis but should be highly recommended by school teachers as an occasion to improve school results and should be encouraged by the award of prizes. Freely downloadable didactic materials (e.g. videos or slide presentations) on the history of Europe and other selected topics of European relevance should be made available in order to establish a homogeneous and equal system, thereby avoiding the risk of disparities between private and public schools. This educational initiative should follow a progressive path. For children, up to 11 years old, classes should be based on recreational activities as an occasion to learn the basis of European history through games (e.g. memory, quiz) and should end by the award of ludic prizes (e.g.: society games or video games). As they grow old, students, from 11 to 16 years old, would be taught the basis of European history and participate to moments of debate on European current affairs. A typology of possible final examination could be a dissertation on a broad subject (e.g. your most enriching European experience) awarded with a trip in the current "European capital of Culture". As students approach the end of school, those classes should also become an occasion to improve knowledge on the EU through concrete experiences abroad and facilitate students in their orientation process. Students of "European Education Classes" should have the possibility, in their final years, to spend a period of time abroad – according to EU's budget availability – in a European country of their choice through the establishment of twinning programs. This initiative should be conceived as an enlargement of the "Erasmus Program". Students receiving the best marks in their "European Education Classes" should also be awarded a post-graduation trip in a European city of their choice and be free to invite other classmates sharing a common academic interest. Since this initiative should be conceived as an occasion for academic "orientation", students should choose a European city classified to have the best academic opportunities in the field selected for their future career. To this purpose, the EU should provide a range of universities and prepare an academic network involving first-year university students and university professors, on a voluntary basis. At their return, students would have to write a brief report of their visit and share it with students of "European Education Classes" for a specific final open to all students. This idea arose from two considerations on the actual status of European education: 1) the limits of "Sections Européennes", already part of the French educational system, which are taught in English but are not necessarily linked to the EU; 2) a problem caused by competition. While education becomes more accessible, the labor market remains stuck in many countries and public schools often lack of tools to orient students in an effective way. The EU might gain in credibility by attempting to solve this complex question.

The core idea of our project concerning young and adult workers is to introduce measures aimed at facilitating access to jobs while raising awareness of the EU. This idea arose from a consideration around the perception by citizens' of EU's role in their ordinary life. Pursuing the idea of a "European Education", the project should revolve around the concepts of "access", "mobility" and encourage the "removal of language barriers". In order to make the EU more accessible to citizens, national job centers should become a key actor by working in cooperation with European institutions, diplomacy and public universities, in order to facilitate both mobility and language learning. Our idea is that national job centers should work with consulates and embassies by establishing specific help desks providing legal and financial information for workers. They should also work in partnership with public universities in order to help workers attain language certifications in compliance with the CEFR. Since the Labor market is stuck in many European countries, access to traineeships is not equal. To avoid this problem, the EU should work with national job centers in order to provide an easy "first traineeship access". In this context, national job centers should isolate a number of "quality traineeship" in each country reserved to European Volunteers (EV). European Voluntary Programs should include young people involved in initiatives aimed at raising awareness of the EU (e.g. "European Education Contests": artistic contests on the topic of "Where is the EU in your ordinary life?") and informing citizens during European Elections.

The idea on which our project concerning "retirees" was built arose from a consideration on the current gap between generations. With the rise of new technologies, the necessity to restore social cohesion across generations appears as a priority. We think young people should be key-actors in expressing this gap. On a voluntary basis, pensioners may participate to moments of debate during "European Education Classes" in order to preserve a common European heritage. This project might protect them from feelings of exclusion from the digital revolution which might evolve in feelings of exclusion from the EU. We think retirees should also have their own "Erasmus Program". More generally, we think the EU should be more sensible in targeting older generations in its communication strategy. In this context, the priority given to social networks should be nuanced. Traditional broadcast media - TV and newspapers - should keep an important role. To this purpose, we considered the idea of diffusing "EU advertisements" to inform citizens on current European initiatives on national TV channels with a particular insistence during European elections, on the American model.

European discussion in the mass media and public opinion has been mainly focused on economic issues. It is not surprising that young European citizens are living a detachment from the founding European values. We believe that, far from falling into a low level propaganda, European values are long-lasting. We believe Europe actually means multiculturalism and that each European country's identity must be valued. Communicating Europe does not only mean speaking English or being active on social media, it also means spreading the idea that Europe equally cares for each country and each group of European citizens. It also means educating citizens to Europe. However our project would not be credible without the support of the artistic field. We believe a deeper cooperation between EU institutions and the movie production industry is fundamental. Our final suggestion is to establish a dedicated funding program in support of artistic forms related to Europe in order to foster a deeper commitment from directors, actors and screenplay-writers to European values and history.

GENDER BALANCE, MINORITIES EMPOWERMENT AND INTEGRATION

Licia Biotti, Giorgio Tabani, Chiara Jachia, Manuela Scognamiglio, Victor Belaud and Adrien Pernin



Frame the issue

The topic we were assigned with is *Gender Balance, Minorities Empowerment and Integration*. Brainstorming about it, we decided to focus on a specific subcategory to be able to make specific and tangible proposals. Among the several possibilities we had, we chose to deepen the language minorities issue, as we think it isn't known and addressed enough nowadays. Furthermore, doing the first research, we discovered there are plenty of minorities that are not feeling integrated in the country they live in and represented within the European Union. Our starting point hence is making those minorities accepted in the Union for them to accept the European Union and be an active part of the project.

Focus on proposals

In the field of protection of language minorities, national governments have a high level of discretion, in comparison with issues connected to religious and ethnic minorities. Indeed, the usage of minority languages in official settings, such as in tribunals and courts (as it happens in the Autonomous Province of Bolzano, in Italy) is not foreseen by international treaties, such as the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR). Room for action will focus on the compliance of Member States with supra-national minorities standards.

Ratification of ECRML and FCNM are one of the conditions required by the Copenhagen Criteria for countries who wish to enter the European Union. Therefore, perspective Member States have introduced a high level of protection for national minorities. On the contrary, pre-Copenhagen Member States did not have to comply with such comprehensive rules, and the protection of national minority rights' was a matter of national discretion. Taking into account these asymmetries, we believe that the implementation of the above-mentioned treaty should be encouraged across Member States.

On the basis of the best practice example from Spain, where a Council of the Languages was established after the ratification of the ECRML, we propose the creation of European Language Center that acts as an independent body that will provide a follow-up monitoring process on the processes undertaken by national governments in the implementation phase.

As mentioned-above the ECRML is an international treaty aimed at promoting regional and minority languages thereby encouraging the use of these languages in public and private life. Therefore, we believe that the practice of geo-blocking, which was put in place essentially for commercial reasons, is discriminatory especially in the case of minorities, that are unable to access audiovisual content in their mother-tongue language. The European Parliament already expressed its view on the issue in 2015 and 2016 and condemned this practice as discriminatory against cultural minorities across the EU.

Implementation

1. Drawing on the proposal advanced by the European Parliament in form of a Committee Resolution (DRF), the Commission should adopt a monitoring system on democracy, rule of law and fundamental rights, which should foresee an annual report with specific recommendation. In this report activity the respect of minority rights should be incorporated into all possible sub-parts of this annual report. The report activity would ensure an independent monitoring system that provides both qualitative and quantitative assessments. The data would be provided by cooperation with European Institutions, such as the European Institution for Gender Equality, the Eurostat and Eurofond.
2. Improve the harmonisation of national copyright laws in order to reduce geo-blocking and to adjust the legal framework to new forms of exploitation such as the usage of media and audiovisual content through online platforms.
3. The need to protect and encourage the preservation of national minority language should be incorporated also in next EU Framework Programme for Research and Innovation

Feedback

We received both positive and negative feedbacks. On one hand, we were reminded of the risks connected to the excessive empowerment of minorities. A too representative electoral system, related to pro-minorities policies, could lead to the empowerment of separatist movements, as in the case of Catalonia. On the other hand, we received a very positive feedback, as our policy proposal aims at increasing minorities' freedom of expression. Indeed, granting more representative rights to minorities allows them to participate actively in public life by sharing their culture and traditions. This leads to the increase of cultural diversity, which benefits all the members of the society.

EUROPEAN IDENTITY AND CITIZENSHIP

Anass Hanafi, Ludovica Marsili, Francesca Cesarano, Romaric Runemberg, Alexandra Blin, Julia Gandon

From our research we can see that it is plenty of European projects of different kind, addressed to a huge variety of targets (projects, awards, calls, etc).

At the same time, in the EU there is a problem concerning people neither in employment nor in education and training (NEET): those people are more likely to be socially and politically alienated, to be disengaged from society, to have a lower level of interest and trust in institutions. Our aim is to create a bridge between them and the concept of Europe, in all its aspects.

CulturEU: Subscription card for EU museums

Culture is the starting point. Citing J M Barroso, *culture has a major role to play at the heart of our policies of sustainable development*, as shown by the successful European Capital of Culture initiative. Furthermore, cultural diversity educates on mutual respect and a mutual knowledge of the cultural heritage of each member states contributes to find our common roots.

Museums are the temples in which these roots can flourish, thus, in order to a) discourage populist rhetorics, through nurturing mutual esteem; b) create a common cultural horizon, while preserving diversity; c) guarantee the access to that cultural heritage to every EU citizen; we propose: 1) to introduce a European card for all the museums; 2) to create a European museum in every single country of the EU. Furthermore, we propose to improve digital technologies, copyright reform and harmonization, access to finance, audience development, fostering public-private partnerships, technical and operative support to private organizations in order to help them to access European funds and participate in European calls.

EntreprenE(U)rasmus

Foster the Tandem EU project and expand it to other sectors. Take it as a benchmark for a sort of Erasmus for young entrepreneurs in order to promote cross-national partnerships. The objective is to create a space where young entrepreneurs could share ideas and learn from each other.

EU projects promoters

Our objective is to fight the disengagement from society of young people enhancing, at the same time, the awareness of being EU citizens. In order to a) spread knowledge about European cultural initiatives and to b) increase awareness on what the EU proposes to foster the socio-economic development of member communities. (sort of cultural mediation between EU institutions, that usually are badly perceived or ignored, and the peripheral areas.); we propose 1) to create a network of "promoters", recruited among NEETs, to spread and communicate European projects; 2) Social networks are the means to reach and engage those young people; 3) Free online classes: languages, digital skills, social media management, digital marketing; 4) Internships in the EU institutions or agencies, both abroad or in their country depending on their language level; 5) After the internship period, according to a meritocratic selection, some of them are recruited as "promoters" and their job will be to communicate, spread and create a bridge between institutions and communities.

EU sport team - public-private partnership

Sport is notoriously an element of cohesion, which contributes to the formation of a community spirit through healthy competition. In order to implement European community feeling and to encourage dialogue between member states, we propose 1) a Public-private partnership that would be helpful to find the budget and create a European sport team (it can be Football, Basketball); 2) to create a European team for all the sports.

Audiovisual works are an essential component of our cultural heritage and identities. In addition to their cultural value, they are a source of historical background on the evolution of European society. They provide a comprehensive record of the richness of Europe's cultural identities and the diversity of its people. In order to a) ensure that European audiovisual heritage is passed down intact to future generations; b) exploit European audiovisual heritage to allow every EU citizen to appreciate the richness and diversity of European culture; c) promote the further development of European audiovisual heritage. We propose: 1) A common digital EU Audiovisual archive (not only for films, as already exists, but also for other creative sectors, es:the promotion of Europeana); 2) A European public tv channel and a European radio, based on EU Audiovisual archive; 3) The promotion of the European Film Awards and other similar initiatives; 4) The promotion of Opera performances, as a common cultural element; 5) Finally, we propose, to make the everyday life of Europeans more "European", the creation of a European television news, which constantly updates EU citizens, bringing them closer to the EU institutions. It would be a non-commercial use of films, supported by national and regional funds, donated by members states to strengthen the sense of belonging.

EurHOME

Everyone knows his own home centimeter by centimeter. Do European citizens know theirs? To feel at home you must know the place where you live and the only way to do it is exploring it. In order to a) allow European citizens to discover Europe, so they can feel it like their own home; b) ameliorate European tourism, a leading economic sector; c) encourage to share experiences and increase learning and working opportunities; we propose a subscription card for travelling across EU. It would be created in partnership with the public transport entities of the member states, with cost reductions based on certain age groups.

THE DEMOCRATIC LEGITIMACY OF THE EUROPEAN UNION

*Mariam Rochi, Giulia Tozzi, Giuseppe Vito Ales, Marguerite Arnoux-Bellavitis,
Gauthier Valentin and Norbert Couespel*

Democracy is probably the main criterion on the basis of which the citizens can nowadays attribute some legitimacy to the EU and therefore accept its rule in the coming years. At the same time, around half the European citizens think their voice doesn't count in the EU and therefore don't see it as a democracy, according to the last opinion polls, and the turnout at the 2014 European elections was also lower than ever (42,61%). Thus, democracy is taking a historic dimension for the survival of the EU, which must be concerned by both being more democratic and sending a more democratic image to its citizens. To achieve these two goals, we suggest two general solutions will be illustrated through concrete propositions: politicizing the EU and bringing it closer to its citizens.

Politicization should indeed allow the EU to become a true area of debates between several distinct conceptions of the European project, among which the citizens should choose in order to decide which policies will be pursued. Bringing the EU closer to its citizens is also critical to make it more concrete and understandable for them and therefore raise their participation in it, notably at the time of European elections.

In terms of institutional changes, we propose first to give the right of legislative initiative to the European Parliament, equal to the one of the European Commission. This would give greater scope for political debates inside this democratic institution and would provide a solution to its current decrease in activity, thus valuing more the vote of the citizens at European elections and giving more democratic legitimacy to the legislative activity of the EU.

In addition, we suggest to continue the use of the "Spitzenkandidaten" system for the appointment of the President of the Commission and to go further through the organization of primary elections inside European political parties to choose these leading candidates, and their program. This would justify and facilitate the existence and the development of European political parties, which are required to build a true European political space. Moreover, this would provide the opportunity for debates between the candidates on the European project, which could help raising the interest of European citizens and the media exposure of European institutions. Furthermore, such a system would make the appointment of the President of the Commission more transparent and more democratically legitimate, thus ultimately strengthening the position of the Commission in the institutional triangle and paving the way for a future potential direct election of the President of the Commission by European citizens.

To further turn the Commission into a more political institution, we also recommend to modify the way it is composed. At the present time, the Heads of States propose candidates, which are then used to constitute the College; we propose to reverse this process, by giving to the President of the Commission the right to directly choose the future Commissioners and then to propose them to the European Council and the European Parliament for approval. This would allow the College to better reflect the political composition of the European Parliament and would guarantee the commitment of the Commissioners to implement the political program of the President. Furthermore, this would maximize the chance of appointing the right Commissioners at the right place, by making their choice more dependent on their profile and competences and not on the will of national executives.

Moreover, we also would like to insist on the important role of the President of the European Council in legitimating the decisions of the EU. Acting as a mediator among national and European interests, he should indeed express a synthesis of intergovernmental decisions that is both oriented towards the common interest of all Europeans and strong enough to counter-balance the sometimes contradictory statements of the heads of states and governments. This is why we are strongly convinced that an internationally recognized high-profile figure is needed for this office.

In addition to being more democratic, European institutions should also be more transparent in order to gain citizens' trust and therefore to appear legitimate. Despite the explicit mention of this requirement in article 11 of the TEU, the lack of transparency has become one of the main critics against the EU in the political debates and in public opinions. Although secret can be necessary for some negotiations, transparency is also a good way to push European institutions and decision-makers towards more virtuous behaviors and we suggest here four domains in which it could indeed have a positive effect.

First, we are putting forward the need to extend the scope of the EU legislative footprint through three specific proposals: improving the data quality of the Transparency Register by extending control and the possibilities for sanctions against lobbyists breaching the code of conduct, obligating the NGOs to disclose their large donors, as it is the case for political parties, in order to ensure that the true clients are not disguised by illicit organizations, and extending the principle of „no access without registration“.

We also suggest to check the „revolving doors effects“, which correspond to the movements of high-level employees from public sector jobs to private sector jobs and vice versa, since they are clearly undermining public confidence in the EU. This could be achieved through stricter controls and the automatic transmission of information from European institutions to an independent body of decisions on conflicts of interests.

In addition, important documents about the negotiation of trade deals should be made available to the public. This would allow to raise the legitimacy of these deals, which have a great impact on the European Single Market, and the confidence of citizens in European decision-makers, while at the same time helping citizens to make their voice heard in such negotiations.

Last but not least, more transparency is needed for The Trialogue (the Parliament, the Commission and the Council). Many European laws are indeed currently negotiated in such trialogues rather than in public reading. Agendas, summaries of the results and protocols must therefore be made available to the public, which would also help the citizens to better understand the functioning of the European institutions.

Finally, we would like to insist on the critical importance of communication by European decision-makers and of the promotion of European citizenship to achieve the goals we set, not only in Brussels but also in the mind of every European citizen.

Information and communication about the EU to the citizens are critical in dictating the capacity of any democracy-oriented changes of the EU to have any effect on “real people” and in allowing debates about the EU in the public space. In view of their current great mediocrity of EU communication, we are convinced that European decision-makers have to take responsibility and start seeing communication as a critical part of their office, since they are best placed to explain and value the democratic legitimacy of their own offices and their decisions, and also because political debates need faces of politicians who can be held responsible and can carry a political vision of the EU. In order to encourage them, a formal information duty could be created as a moral commitment that would require them to be present on a regular basis in general media in their country of origin and in others. Moreover, to assist them in this task, several Commission’s spokesmen and women could from now on be appointed among the college of Commissioners, instead of belonging to the Commission’s administration, which would allow them to carry a more political voice with more weight.

The promotion of European citizenship is also essential in order to raise their participation in the EU and therefore to make them closer to the EU. To this aim, we ask for a reinforcement and a generalization of European civic education programs and of communication campaigns teaching the functioning and the values of the EU to all citizens. In addition, public consultations should be organized on a regular basis (not only in 2018) and as to ensure to value the opinions of citizens who don’t feel like their voice is heard in the EU. Finally, we demand more consideration and financial means for civil society organizations acting on European citizenship in contact with local populations.

EUROPE WITHIN THE GLOBAL CLIMATE CHANGE AGENDA

Agnese Canato, Flavio Proietti, Tommaso Maioriello, Irene Lizzola, Tiago Carolino, Chloé Ludden



Climate change poses an un-preceded coordination challenge to policy formulation and implementation.

Simultaneously working to mitigate the effects of extreme weather events while preparing for the consequences of a lack of mitigation is no ordinary political innovation. The European Union is the preeminent, if not the only voice in setting the tone and conditions of a regulated globalisation at the service of social and environmental justice. Setting the example is crucial to foster continuity and a shared focus in a world of rising powers with diverging priorities.

Global warming is the story of a more global failure in our thinking and operating system. It requires to rethink policy as an interrelated system of systems, starting by assessing its multilevel coherence and effectiveness¹. In addition to putting pressure on international diplomatic capabilities (with countries holding different views on the way to tackle environmental issues), staying under the 2°C objective will be shaped by the way our institutions decide to operate and interact with each other. Which gives extra importance to social learning among different actors.

Recent crisis has shed light on the shortcomings of uncoordinated national response, caused by operating within institutional silos. We believe climate change to be first and foremost a governance challenge. Improving decision structures by understanding what went wrong in our capacity to deal with crisis management will prepare for future demographic and social changes. We would now like to present to you a set of propositions that should contribute to such shift:

#1 Europe as a knowledge-based and knowledge-producing system

Science should be the authoritative basis of sound environmental policy. The present competition for publication and funding refrains efficient and independent research. A culture shift has been initiated, with the European Open Science Cloud expected for 2020².

¹. As part of the discussions on the Clean Energy Package, the Commission has launched a review of the Energy Efficiency in Buildings Directive, giving birth to a new text on which the European Parliament, Council and Commission negotiators agreed in December 2017. In the meantime, France is preparing to extend for two years a derogation allowing new collective housing to consume 15% more than authorised by the 2012 thermal regulation. This derogation, which was due to expire in 2015 and 2018, should be extended until...2020.

². See :https://ec.europa.eu/research/openscience/pdf/swd_2018_83_f1_staff_working_paper_en.pdf#view=fit&pagemode=none

Adaptation to climate risks is highly influenced by the ability of the system – collective or individual – to learn. We believe it is crucial for policy makers as well as scientists to try to get beyond the different terms and jargon of their own disciplines. Moving towards simpler language and getting past disciplinary backgrounds is crucial as climate change is an issue where different disciplines have specific contributions to make. Moreover, funding actors have limited allocation capacity. With a specific amount to assign each year, they tend to divert the funding to projects requiring major investment rather than building resilience with small and local projects. (For example, the French Development Bank grants projects with 10 Million euros minimum due to lack of human resources for processing projects). We then propose a **Climate Innovation Platform** that would host and give visibility to pre-selected projects tackling climate issues and needing smaller amounts (up to one million euros) for further development or a change in scale. **Five percent on the total funding budget for climate change related projects would therefore be allocated by the civil society** (in the test and learn period, with an increase of the percentage over time³). Europe will then insure **global information with a local presence**, allowing scientific knowledge to be better formulated and diffused, whilst democratising science funding and fostering civilian involvement.

#2 Online Agora for crowd-based reflexion on pressing issues

Based on existing debating-platform, this official European on-line forum will foster reflexion, participation and propositions from European citizens across the world. Climate related texts and subjects may be put to the front and amended through a voting system⁴. This will allow **conversation on matters that are not yet discussed in the institutions**, with projection of relevant content in Commission bodies to close the feedback loop and to place citizens at the source of policy debate and proposal.

#3 Insuring democratic representation in climate-related projects implementation

We believe in fostering direct participation from the civil society, not only in response to crisis but also upstream, in projects monitoring and proposals. Europe's role is to create the right synergies between territories as well as between disciplinary domains. As such, **member States facing common adaptive challenges need to be connected**, through consultations between delegations composed by both professionals and citizens coming from different national and regional contexts. Such example involving trained civil protection professionals, experts of different EU member States and volunteers is "EUROMODEX 2018", whose details may be found in Appendix 1.

#4 Linking Conditional funding to Carbon emissions

We believe the logic of linking solidarity funds to the effective respect of the rule of law and shared responsibility on refugees matters, although tempting, to be dangerous. This could lead to increased influence from China and further distancing of our European fellow members. Thus, as most of the countries civilians are against any refugee intake, it would add to political blaming and speculations. Instead, we propose to **condition solidarity funds to carbon emission reduction and to media freedom quality**. Blaming Europe for cutting out resources on those conditions will be less credible. (All developed countries must have reached carbon neutrality for 2050 if we want to stay under the 2°C). These calculations will be based on a consumption-based carbon accounting⁵.

The new digital and technological resources are great assets when it comes to involving as many citizens as possible in decision-making and action. More than new tools (Appendix 2), the digital mindset based a cross-cutting approach and collaboration enables us to respond in an innovative way to new challenges that are no longer those of the 20th century.

The EU has a leading role to play in the context of a warming planet. To *Walk the Talk* requires reaching out for common ground beyond national borders, while seeking excellence in its own organizational performance. Learning from passed experiences and emulating collective creativity over pressing matters is a deed challenge, a shift from the post-war institutional order to a new structure of reactive democracy and managed interdependence.

³. The model is based on the City of Paris' participatory budget funding scheme

⁴. Such as proposed in the French process "Loi pour une République Numérique"

⁵. This approach accounts for emissions at the point of consumption, attributing all the emissions that occurred in the course of production and distribution to the final consumers of goods and services

Appendix 1: EUROMODEX 2018

During this simulation of response and rescue management in case of severe flooding which took place in Piedmont (Italy) this year, a new technology called "I-REACT"⁶ (Improving Resilience to Emergencies through Advanced Cyber Technologies) was tested. Through this program, citizens can alert public and civil protection authorities if they find themselves or other civilians in dangerous or risky situations. These simulations trigger citizen involvement, fostering the link between institutions, experts and citizens while challenging the common sense's perception of capacities and duties in case of natural disasters.

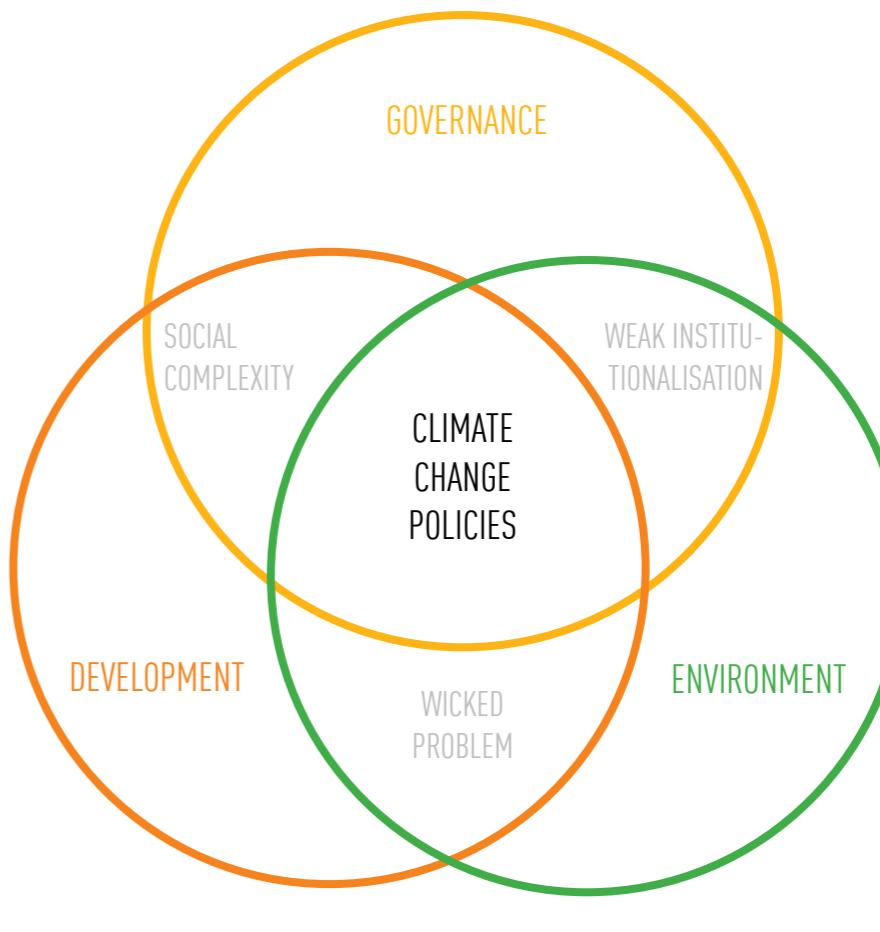
Every climate project co-financed by the EU must be a tool in fostering civil society's proactive and collaborative commitment. Involving locals from a wide range of professional and cultural backgrounds in the realisation of climate change mitigation projects should become a permanent strategy.

Appendix 2: On Financial Tracking System

Digital tools should now permit to track funding allocation and monitoring of funds in almost real time. This data should be available online to any European citizen. While representing quite an important effort upstream, this transparency and accountability tool is essential to give visibility on the actual use of resources, with every new milestone released on justification.

This instrument would keep count of the various multilateral and bilateral resources flowing through the European community. A transparent system will not only highlight areas of financial need and duplication but would also institute greater civil confidence and improved resource allocation.

⁶. <http://www.i-react.eu/project/>



THE UNION OF ENERGY

Martina Di Gallo, Martina Guido, Riccardo Scarfato, Audrey Bara, Enrico Sartori

Energy is indispensable in our lives. We need it to cook, heat our homes, go to work, and make all of our appliances function. There is not a single day when we do not use any sources of energy. But energy also impacts geopolitics, the economy, and above all the environment. Nowadays, 75% of the European energy mix relies on fossil fuels (i.e. oil, gas, and coal)¹. Nevertheless, energy transition is already under way and the use of these combustibles has constantly decreased since 2006.

A Union of Energy: Now or Never

The US withdrawal from the Paris Agreement represents a unique opportunity for the EU to attract investors, entrepreneurs and international scientists to this priority sector, making Europe the leader of the transatlantic world in the energy transition.

Proposal 1: Europe should make better use of norms and standards to foster innovation and propel the energy transition forward. For instance, we encourage the EU to adopt a regulation requiring all automobile manufacturers – European and foreign alike – to sell only zero-emissions vehicles in the single market by 2030. Electric cars must be supported by infrastructure. The incentives must accompany the purchase campaign up to 2030 and go in the direction of facilitating the construction of electrical columns in each house (eg in Italy, 65% IRPEF deduction for the energy requalification of housing). The network must be capillarized everywhere. Every citizen will need a "fuel card" that allows him to get supplies from any energy provider, regardless of his home contract. The EU must work together to build this network. It is also necessary that states provide concrete examples, so that the citizens can feel part of the transition.

Legal Framework of the Energy Policy

Proposal 2: We urge Member States to be aware of the necessity to have ambitious goals in energy transition in order to slow down global warming and preserve Mother Earth for future generations. Of course, some countries are more reluctant than others. Therefore, national road map schemes and national binding targets should be re-introduced. The European Commission could implement a stick and carrot system: countries respecting their plan could be financially rewarded and countries not reaching their objective could be fined. In several countries, buildings are still energy class F and citizens are often unaware of current reductions for energy redevelopment. It is therefore essential an adequate communication campaign of what the EU and the states do synergistically. Moreover, green energy should not be sold at a price increased by individual suppliers, encouraged by marketing strategies, for which "green energy costs more not for an intrinsic cost of the raw material, but because it is a status symbol". Suppliers should be the first to sensitize consumers to the real cost of green energy in order to encourage a widespread and fair supply.

A Union of Energy for all: Social Transition

Energy transition impacts all Europeans. A cleaner energy, coupled with a reduction of energy consumption, will decrease air pollution and thus improve citizens' health. Pollution is a public health issue and, according to the European Environment Agency (EEA), 500 000 people die prematurely every year because of air pollution.

Proposal 4: We invite EU legislators to create incentives for individuals to get involved in energy transition, including by producing their own energy. Many incentives have been offered for the installation of photovoltaic panels, also on the initiative of individual member states: the point of fall should be the creation of an energy cloud that redesigns the traditional idea of energy exchange, making the citizen an active manufacturer, accumulator and free exchanger.

¹. Thomas PELLERIN-CARLIN et al, *Faire de la transition énergétique une réussite européenne. Démocratie, innovation, financement, social : relever les défis de l'union de l'énergie*, Institut Jacques Delors, septembre 2017

Another way energy transition will influence people's lives is by redesigning the job market. Indeed, according to the Commission, it is estimated that 3 million jobs will be created by 2020 thanks to the development of renewable energies as well as 2 more million in the improvement of energy efficiency.

Proposal 5: We recommend the creation of a European fund to support financially and through retraining programmes individuals who have lost or are likely to lose their jobs.

A Union of Energy as a Foreign Policy Tool

In 2015, the energy mix in the EU was mainly made up by five different sources: **Petroleum products** (including crude oil) (34 %), natural gas (22 %), **solid fuels** (16 %), **nuclear energy** (14 %) and **renewable energy** (13 %).

Proposal 6: We strongly encourage the EU to create "energy partnerships" with third States and develop all sustainable alternative routes to transport gas. That is also why a strong energy transition policy must be fully carried out because the rise of demand in renewable energy will enable to decrease the one in gas. On a long-term scale, a cleaner and a more efficient energy will mean a less dependent Europe on Russia.

Improving R&D in the energy sector

LNG is now emerging as a cost-competitive and cleaner fuel, especially for shipping heavy-duty road transport². Liquid Natural Gas is very efficient to transport. That makes it possible for natural gas deposits that are isolated from infrastructure such as pipelines, to have their product recovered and transported via tankers.

Proposal 7: the UE should improve R&D sector to have an effective transportation grid of LNG. In this way, the EU can transport liquid gas from Russia and Algeria without building and using Russian gas pipelines. Moreover, the EU should improve *ad hoc* ENP strategy with Algeria and Russia to balance interests in the energy sector.

Blue energy strategy

Ocean energy is abundant, geographically diverse and renewable. Under favourable regulatory and economic conditions, ocean energy could meet 10% of the European Union's (EU) power demand by 2050. Europe's seas and oceans could therefore play an important role in addressing one of the EU's biggest current challenges; an energy transition from a system based on imported fossil fuels to a flexible and interconnected system based on clean, renewable and infinite domestic resources.

Proposal 8: the UE should invest more in the ocean energy strategy, Supporting technological development and creating more investments from private sector. The EU could create a task force on blue energy composed not only by EU subjects but also by international countries and organisations, in order to share good practice and create interregional partnerships. Implementing an unit for the European Environment Agency focused on the Ocean Energy strategy.

Softening the social impact of energy transition

Proposal 9: Within the already existing framework of the "Erasmus +" program, a strategy should be implemented to incentivize an "Erasmus of young green-energy professionals and technicians", in order to spread good practices and build pan-European professional networks in the green-energy field

Proposal 10: We propose that a specific amount of the "European social fund" should be earmarked to finance the retraining of those workers who lose their job due to the energy transition process (e.g. workers in former dirty-energy-based industries).

². SHELL website [LINK](#)

EUROPEAN YOUNG PROFESSIONAL FUND (EYPF)

A Policy Proposal to make the EU labour market more inclusive for young talents.

**Marzia Giuditta Anelli, Benedetta Ferraro, Samuel Boscarello,
Chiara Abbasciano, Charlotte Lauvernet, Roman Rampa**

The presented policy proposal aims at tackling **youth unemployment** within the European Union and at supporting young people in one of the hardest periods of their lives: the internship phase and the job-search. We propose a **European Young Professional Fund (EYPF)** as a comprehensive pilot-project involving EU-institutions, local governments, and private sector actors. More than 3 Million young European citizens are unemployed. Internships, seen as one of the most effective devices to train young people while slowly introducing them into the job market, are undertaken by 4.5 million young Europeans. Fifty-nine percent of these positions are unpaid. In our view, this situation calls for action at the EU level to support young people in affording internships and young professionals-to-be in living an adequate life while searching a job.

The proposed European Young Professional Fund (EYPF) consists of two grants, Fund1 and Fund2, which are assigned to young university or high-school graduates. Fund1 targets young EU-residents aged between 18 and 28, undertaking their **first internship**. The grant should be awarded to those already holding an internship offer for a position which is not based in their home-town. The grant covers the entire internship period for a maximum of six months. Fund2 is assigned to young EU-residents aged between 18 and 30 who are seeking for a regular job and are not based in their home-town. This grant covers life expenses until the job offer and for no more than four months. Both funds are assigned according to motivation criteria and with an eye to ensuring diversity of backgrounds. To foster equality of opportunities, a fixed number of grants per country (computed based on each country's share of young people) is envisaged as well as a fixed amount of grants per professional field. The selection committee evaluates application based on CV, motivation letters, university and/or high-school transcripts. No language knowledge criterium is adopted.

By providing economic support, the EYPF aims at promoting access to the labour market for arguably one of the most disadvantaged categories of workers. The ambition is also promoting **youth inclusion** on the long-run, by envisaging a learning platform accessible to all successful candidates. Indeed, the "Young-but-not-broke" (YBB) platform is conceived to boost each candidate's skills through CV and cover letter tutorials as well as more specific tutorials covering topics and competences in the selected professional area. Additionally, each professional area will be assigned a tutor in charge of mentoring and providing advice and support. Participants will also be encouraged to share advice and "best-practices" between each other through the platform in the context of an approach that gives value to peer learning. This features place the EYPF within the framework of the **social investment approach**, put forward by the European Commission and aimed at reorienting welfare policies from compensatory social spending (focusing on protection) towards strengthening people's skills and capacities in order to address new social risks and to better respond to the challenges of the knowledge-based economy. At the end of the grant period, participants will continue to be part of the project. They will be asked feedback on their experience through a questionnaire and they will continue to be part of the platform with the status of alumni encouraged to engage in discussions and respond to newcomers' questions. The platform and community aspect of our proposal is not a "nice to have". It is crucial to our ambition of creating a practical solution to facilitate young people's access to the labour market. Hence, this platform will be developed in partnership with young startups and youth associations that will be involved at various stages of the project. The idea behind the platform is to create something impactful and useful, taking the best out of what already exists in the market to move quicker, and not to implement another tool that young people will not eventually use at its fullest. A potential critical aspect of the whole project is envisaging a monitoring system to ensure that funds target truly disadvantaged people. Additionally, the project's staff will need to make sure that young people benefiting of the second fund actually attend the tutorship, send job applications and overall actively look for a job.

With the goal of sustaining the young throughout their career, the proposed fund might evolve to become a real support for the upcoming evolution of the job market. As more and more flexibility is asked to young people, the fund (and the EU) should sustain them also when taking their first steps in the labour market. For instance, a further expansion could be adding the possibility to apply to the fund in case a young person moves abroad for job reasons. We thereby suggest partnerships with insurance startups such as **Roobyx**, providing young people's access to a

flexible insurance that goes up and down when occupation and financial conditions change allowing everyone to have access to funds when needed and also to afford savings in times of uncertainty.

We acknowledge that our proposal addresses only partly the issue of youth employment in the European Union, which should also be tackled through structural reforms of the economy aimed at promoting inclusion and welfare protection for those categories that do not benefit of any labour market protection. Notably, we believe that a long-term EU approach to welfare and labour market policies should aim at promoting **flexicurity**, rather than at prioritising labour-costs reduction to promote competitiveness. In addition, we are aware that a solid labour market policy should account for the fact that, in the absence of a EU-level legislation on minimum wage, this kind of proposal risks yielding distortive effects on the labour market by incentivising firms and institutions to decrease remunerations. Thus, we believe that our proposal could attain its full potential and truly promote youth inclusion and social investment if accompanied by harmonisation on minimum wage regulation for each member state. Finally, a European pension system should ensure that cross-national labour market mobility is not hampered by structural economic barriers.

Next steps for the project consist in defining the fund's structure and designing a mockup for the platform. Also, existing initiatives should be identified, extended and potentially integrated into the programme. Finally, the project's costs should be investigated in order to assess its impact on the short and long-run to the EU economy.

THE FUTURE OF MEMBERSHIP AND DIFFERENTIATED INTEGRATION

Francesco Saltarin, Filippo Bizzotto, Giulia Monteleone, Margaux Demeyer,
Tess Darmagnac, Maria Floccari, Alexandre Negrus

Executive summary

The idea of differentiation integration (DI) is perceived negatively by supporters of a more politically integrated European Union. However, informally, DI is already implemented on different important EU policies. In the face of vast euro-scepticism and populism, the EU lacks support from the public opinion in order to move towards a more federalist union. DI responds to the needs of pragmatism, enabling new progress to be made on issues such as enlargement and neighbouring policy. A framework for differentiated integration will be laid out in the hereby policy proposal.

BACKGROUND OF THE ISSUE

Differentiated integration and the EU

The sharp divide amongst actors and member states over the future of the European Union as a project is reflected in the contested notion of differentiated integration (DI) - also known as variable geometry, multi-speed Europe. The concept of DI is generally understood as : "a model of integration strategies that try to reconcile heterogeneity within the European Union and allow different groupings of Member States (MS) to pursue an array of public policies within different procedural and institutional arrangements" (Stubb, 1996: 283). At the heart, it rests upon the notion of flexibility, enabling different levels of cooperation amongst member states according to their different capabilities and socio-economic conditions. As a practice, DI is already a reality, being already implemented on crucial EU policies such as Schengen and the monetary union. It usually takes the form of opt-out clauses, enhanced cooperation initiatives amongst particular states and cooperation between MS outside the EU legal framework (Blockmans, 2014: 1). A provision for enhanced cooperation was first included in the 1999 EU Amsterdam Treaty.

Statement of the problem

In recent years, the European Union has been confronted by vital challenges that have questioned the European project as a whole. The Brexit referendum, the migration crisis and rise of populist parties in several Western democracies are demonstrative examples. French President Emmanuel Macron - supported by the German Chancellor Angela Merkel and Italy's Paolo Gentiloni, has advanced his vision to enhance mechanisms of DI in order to make progress with regards to common defence policy, migration and monetary union in light of the impossibility of reaching a consensus at 28 on such areas. Those internal issues have impacted EU's external policies. The enlargement process has been on stand-still since the last large enlargement in 2006. However, DI sparks fears amongst supporters of further integration - the so-called 'Europhiles' - that this would lead to further division amongst MS, which would "develop further along variable geometric lines" (Blockmans, 2014: 2) and, eventually, would trigger centrifugal forces which may result fatal to the future of the Union.

Current policies

Various degrees of differentiated integration are in place in the fields of Economic and Monetary Union (EMU), Justice and Home Affairs (JHA). The UK and Denmark, for instance, have opted out from joining the common currency. All the remaining MS are either already part of the Eurozone (19 countries) or they remain committed to "steering their economies towards joining the euro area, meeting the convergence criteria required" (European Parliament Think Tank, 2016).

In addition, Ireland and the UK have decided not to accede to the 1958 Schengen Agreement, which abolished formal border controls on travel. Bulgaria's and Romania's request to join the Schengen Area is still on hold, given EU

authorities's reservations over" deficiencies in the areas of the rule of law and fighting corruption"(DeutscheWelle, 2018).

POLICY STATEMENT

Proposal for a differentiated integration framework

We suggest that a multi-speed Europe is - at these historical circumstances - the only pragmatic path which would enable to achieve progress on key issues - such as security, taxation, social matters and defence. Following the recent shakedowns - with exposed the ephemeral nature of liberal promises of economic convergence in the presence of common pressures (Hay in Ravenhill, 2014:262) - the hard truth that 'one size doesn't fit all' had to be recognised. In Angela Merkel's words, "we need a flexible union, reformed, united where different shades of integration can coexist successfully" (Merkel quoted in the *Wall Street Journal*, 2017). Accommodating for different levels of integration, would mean recognise countries' different needs and developmental paces. One of the causes that lead to the Brexit vote rested in the fact that the EU came to be perceived - even if incorrectly so - as a external force forcing governments to apply measures against their own citizens to comply with its rules. However, were such a path of integration be pursued, it will be vital to design a well-devised framework of action to counter the potential side-effects of DI. Particularly, opt-out clauses shall be temporary and coherent within a larger commitment towards convergence, highlighted by a specific timeframe for compliance with EU policies to be achieved.

KEY AREAS

Neighbouring Policy

Enhanced cooperation on matters of mutual interest would allow the EU to engage in a more active foreign policy across the Mediterranean region, the Balkans, Turkey and Ukraine. Enhanced cooperation is already possible under Art.20 TEU, under the initiative of at least nine MS.

Enlargement process

Gradual cooperation between the EU and Balkan countries would facilitate the process of convergence with EU eligibility criteria for membership whilst giving incentives to those countries to keep passing the necessary reforms to access full membership. This would also give MS more assurance, as previous enlargement processes have been regarded as premature.

Fiscal policy

A regime of 'economic governance' could be strengthened through the creation of common institutions.

Implementation

An aspect that should be clarified about multi-speed Europe regards the decision-making process. DI risks further reducing the sense of democratic accountability of the EU, as enhanced cooperation measures would be designed by small groups of states. This would reduce incentives for other MS to join such policies at a later stage.

Conclusion

Flexibility is likely to be key way forward to achieve further integration. DI and the end-goal of the 'United States of Europe' are not mutually exclusive. A multi-speed Europe would to take action on pressing issues.

References

Blockmans, S. et al. (2014). Differentiated Integration in the EU from the Inside Looking Out. Brussels: Centre for European Policy Studies (CEPS).

Deutsche Welle (2018). Bulgaria and Romania Push To Join EU's Schengen Area. By Robert Schwartz, 20 February 2018. Accessible at: <http://www.dw.com/en/bulgaria-and-romania-push-to-join-eus-schengen-area/a-42665840>.

European Parliament Think Tank (2016). At A Glance: Infographic. Differentiated Integration in the European Union. February 2016. Accessible at: [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2016/573961/EPRIATA\(2016\)573961_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/ATAG/2016/573961/EPRIATA(2016)573961_EN.pdf).

Grabbe, H. & Lehne, S. (2016). How to Build a More Flexible EU After Brexit. Carnegie Europe, 8 September 2016. Accessible at: <http://carnegieeurope.eu/2016/09/08/how-to-build-more-flexible-eu-after-brexit-pub-64507>.

Ravenhill, J. (2014). Global Political Economy, (4th edition). Italy: Oxford University Press.

Stubb,A.(1996). A Categorization of Differentiated Integration. Journal of Common Market Studies, Vol.34.

The Wall Street Journal (2017). Once Scorned, 'Multispeed Europe' is Back. By Valentina Pop, 1 March 2017. Accessible at: <https://www.wsj.com/articles/once-scorned-multispeed-europe-is-back-1488388260>.

4. Ils sont intervenus à l'Académie Notre Europe

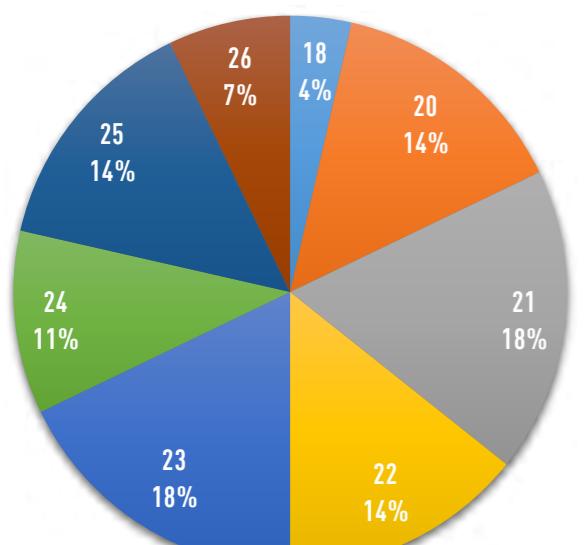


Joaquin Almunia, Imola Streho, Herman Van Rompuy, Elvire Fabry, Jonathan Faull, Maria João Rodrigues, Laurence Aubron, Nicole Gnesotto, Cecile Kashetu Kyenge, Elisabeth Guigou, Pascal Lamy, Sébastien Maillard, Emilie Magdalinski, Enrico Giovannini, Sofia Fernandes, Geneviève Pons, Yves Pascoau, Christine Verger, Eulalia Rubio, Denis MacSchane, Enrico Letta, Thomas Pellerin-Carlin and Eneko Landaburu.
Ils sont aussi intervenus : Eric Joszef, Giuliano Amato, Pervenche Berès, Alyn Smith et Schams El Ghoneimi.

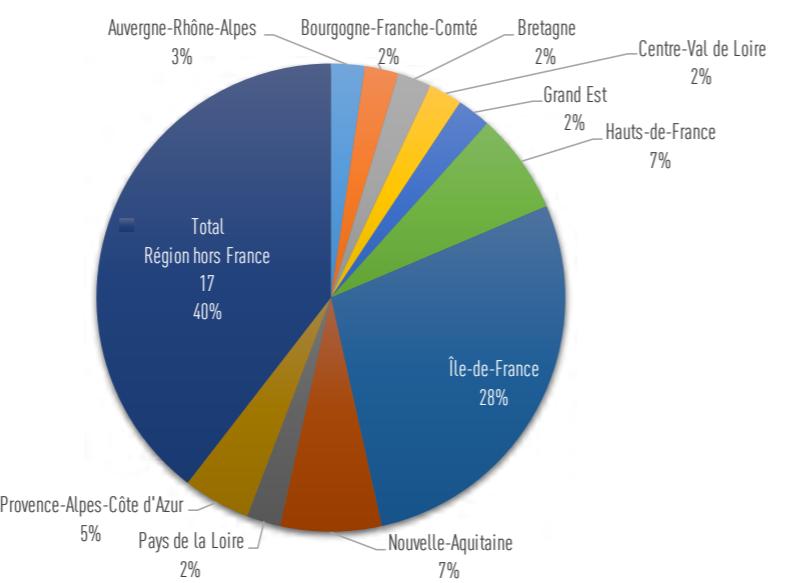
5. L'Académie en quelques données

Le cursus Strasbourg

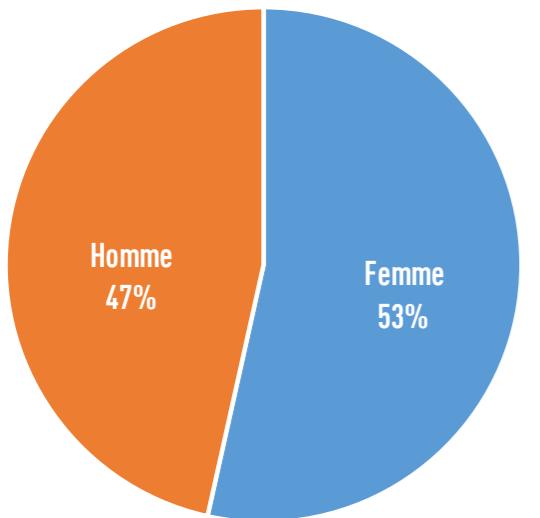
Répartition par âge



Répartition par région d'origine



Répartition homme/femme



Le cursus Bruxelles

NOM	PRÉNOM	MÉDIA
De GASQUET	Pierre	Les Échos
DESCAMPS	Maud	Europe1
GUEGO HAAS	Natacha	Plusieurs médias hongrois
SALVESTRONI	Justine	Ouest-France et Tribune de Genève
BURGER	Clarisse	La Semaine Vétérinaire
LARTIGUE	Miren	Pigiste médias affaires légales
EL GHAZALI	Rachida	Reporter d'images freelance

QUI EST DERRIÈRE L'ACADEMIE ?



ENRICO LETTA

président de l'Institut Jacques Delors
fondateur de l'Académie



IMOLA STREHO

directrice de l'Académie



CLAIRE VERSINI

responsable pédagogique
et de gestion



MICHELE BELLINI

responsable innovation
et relations extérieures



NICOLÒ CONTI

responsable communication
et relations médias